

AfriqueRenouveau

Août - Novembre 2016

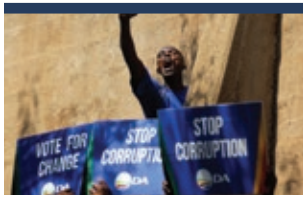
www.un.org/africarenewal/fr



**La maturité
démocratique
de l'Afrique**

**Passeport panafricain,
au-delà des frontières**

**L'Afrique au
lendemain du Brexit**



6 DOSSIER SPÉCIAL

DOSSIER

Afrique: la maturité démocratique

- 8 De l'art des élections en Afrique
- 10 Justice : contre la corruption, il faut de la détermination
- 12 Libérer le pouvoir de la société civile africaine
- 14 Nouvelle ère pour les médias

À LIRE ÉGALEMENT

- 4 L'Inde et l'Afrique relancent leurs relations commerciales
- 16 Stephen O'Brien : Comblons l'écart entre besoins et ressources
- 18 L'Afrique au lendemain du Brexit
- 20 Passeport panafricain, au-delà des frontières
- 22 RDC : Le réveil d'un géant
- 24 Mégaprojets en Afrique de l'Est
- 26 Vers une industrialisation verte en Afrique ?
- 28 Industrialisation: l'échec de l'Afrique ?
- 30 Face aux rigueurs du climat
- 32 Changement climatique et politiques intelligentes
- 34 Les engrais innovants relancent l'espoir d'une révolution bio

RUBRIQUES

- 3 Afrique Horizon
- 38 Afrique Numérique
- 39 Afrique Livres
- 39 Nominations

En couverture : *Vote dans la province du Kwazulu Natalé en Afrique du Sud.* Rogan Ward

Afrique Renouveau (ISSN 2517-9837) est publié en anglais et en français par la Division de la communication stratégique du Département de l'information des Nations Unies. Toutefois son contenu ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou des organisations

soutenant la publication. Les articles de cette publication peuvent être reproduits librement, à condition de mentionner l'auteur et la source, "ONU, Afrique Renouveau". Merci de nous en adresser une copie. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être reproduites.



Des parlementaires rwandaises.

Premier Ministre, Rwanda

AfriqueRenouveau

Rédacteur en chef

Masimba Tafirenyika

Chef d'édition

Zipporah Musau

Secrétaire de rédaction

Kingsley Ighobor

Rédaction

Franck Kuwou

Recherche & Liaison media

Pavithra Rao

Design & Production

Paddy D. Ilos, II

Administration

Dona Joseph

Distribution

Atar Markman

Stagiaires

Amelia Tan

Juliette Martin



Afrique Renouveau est publié au siège des Nations Unies à New York sur papier recyclé.

Prière d'adresser toute

correspondance au :

Rédacteur, Afrique Renouveau
Bureau S-1032
Nations Unies, NY 10017-2513, E.-U.
Tél : (212) 963-6857, Fax : (212) 963-4556

E-mail : africarenewal@un.org

Abonnez-vous à Afrique Renouveau

Afrique Renouveau offre un abonnement gratuit à toute personne qui en fait la demande. Veuillez communiquer avec la Distribution en nous écrivant à notre adresse postale ou par courriel à l'adresse suivante : africarenewal@un.org. Pour les institutions, l'abonnement annuel s'élève à trente-cinq dollars, payables par mandat international ou chèque (en dollars des Etats-Unis) tiré sur une banque des Etats-Unies, et libellé à l'ordre des Nations Unies.



www.un.org/africarenewal/fr



facebook.com/afriquerenouveau



twitter.com/ONUAfrique

AFRIQUE HORIZON : SOUDAN DU SUD



Des danseurs traditionnels sud-soudanais célébrant l'indépendance de leur pays dans la capitale Juba.

© Panos/JB Russell

La paix introuvable

PAR PAVITHRA RAO

Le 9 juillet dernier, à la veille du cinquième anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, des tirs sporadiques se sont fait entendre dans la capitale, Juba.

Ceux qui pensaient que ces coups de feu étaient tirés pour fêter le cinquième anniversaire du plus jeune pays du monde ont dû se rendre à l'évidence : ils annonçaient un nouvel affrontement meurtrier entre les troupes du président Salva Kiir et celles de son vice-président, Riek Machar.

Les combats se sont rapidement propagés, faisant des centaines de morts et provoquant la fuite de milliers de personnes vers la République centrafricaine, l'Éthiopie, le Soudan et l'Ouganda, voisins du Soudan du Sud.

Même si un nouvel accord de cessez-le-feu est entré en vigueur le 11 juillet, la crainte persistait que cet accord puisse être violé comme par le passé.

À la mi-juillet, environ 300 personnes, dont 33 civils et deux Casques

bleus chinois, avaient été tués dans les affrontements.

La dégradation de la situation humanitaire fait désormais l'objet de vives inquiétudes. Selon le « Rapport sur les tendances mondiales 2015 » du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au cours des cinq dernières années, le Sud-Soudan a produit le quatrième contingent de réfugiés au monde, soit près de 750 000 personnes. Trois pays seulement devançant le Sud-Soudan : la Syrie, l'Afghanistan et la Somalie. Si elle n'est pas contenue, cette nouvelle flambée de violence risque de renforcer ce flux de réfugiés, particulièrement celui provenant des villes comme Juba, Wau et Bentiu. Des milliers de personnes ont aussi cherché refuge auprès de la mission des Nations Unies à Juba.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné ces affrontements et appelé au calme. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, souhaite renforcer le mandat de l'ONU pour que les Casques

voir page 41

ILS ONT DIT



ONU/Rick Bajornas

Ensemble, nous pouvons redynamiser le commerce, la finance, la technologie et l'investissement en tant que forces positives pour en finir avec la pauvreté et ne laisser personne pour compte.

Dr. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) s'exprimant lors d'une réunion de la CNUCED14 à Nairobi, le 17 juillet 2016

Ce jour est l'occasion de se fixer tous ensemble un objectif commun pour lequel nous pouvons tous travailler - celui d'améliorer la vie des gens autour de nous.

Winnie Mandela, ex-femme de Nelson Mandela, commémorant la Journée Internationale Nelson Mandela cette année

Après toutes les vies sauvées et améliorées grâce à la prévention, au traitement et aux soins ; après toutes les batailles gagnées contre les préjugés et l'ignorance ; après toutes les avancées extraordinaires, le sida reste la deuxième cause de mortalité des jeunes de 10 à 19 ans dans le monde - et la première en Afrique.

Anthony Lake, le Directeur exécutif du Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Durban, Afrique du Sud, durant la 21ème Conférence internationale sur le sida, le 19 juillet 2016





La Commissaire au Commerce et à l'Industrie de l'Union africaine, Fatima Haram Acyl (à gauche) et le Ministre d'État aux Affaires étrangères indien, Vijay Kumar Singh (au centre) au Troisième Sommet du Forum Inde-Afrique en octobre 2015 à New Delhi en Inde. Ministère d'État pour les Affaires extérieures

L'Inde et l'Afrique relancent leurs relations commerciales

Les vieux amis explorent de nouvelles perspectives

PAR PAVITHRA RAO ET FRANCK KUWONU

Avant de partir étudier à l'étranger, Zara Mwanzia était persuadée que le chapati - ce pain délicieux dont raffolent les Kényans - était une spécialité locale. « J'ai été étonnée de découvrir que le chapati venait en réalité d'Inde », avoue-t-elle songeuse.

On ne peut que pardonner à Zara son ignorance tant la culture indienne imprègne l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Le thé chai est un autre exemple. Ce mélange de thé, de lait, de sucre et d'épices est la boisson favorite à Nairobi, la capitale du Kenya, et dans tout le pays.

Les liens culturels et économiques qui unissent l'Inde et l'Afrique vont

bien au-delà du chapati et du thé chai et ont traversé les époques: des échanges commerciaux du début du I^{er} siècle, à la coopération politique pour l'indépendance de l'Afrique au XX^e siècle, en passant par le transfert de main-d'œuvre issue des colonies britanniques.

Des liens de parenté et d'amitié

En comptant la seconde génération, on estime la population indienne en Afrique à environ 2,7 millions en 2015. Plus de la moitié vit en Afrique du Sud, un tiers à l'île Maurice et une minorité dans les pays d'Afrique de l'Est comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

« Nous sommes des amis de longue date et nous avons des liens de parenté », a affirmé Nirmala Sitharaman, ministre d'État indienne chargée du commerce devant le Troisième Sommet du Forum Inde-Afrique en octobre 2015. Tous les trois ans, les dirigeants indiens et africains s'y réunissent pour discuter des possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement et développer leurs relations diplomatiques.

L'histoire commune entre l'Inde et l'Afrique renforce la tendance actuelle au rapprochement et à la coopération économique. Les pays africains se tournent de plus en plus vers l'Est au détriment de leurs partenaires occidentaux tandis que

les économies émergentes asiatiques se précipitent pour investir en Afrique.

La première visite officielle en Afrique du Premier ministre indien Narendra Modi en juillet 2016 précédée un mois plus tôt par celle du Président Pranab Mukharjee, est un signal fort d'un regain d'intérêt mutuel.

D'après les chiffres du gouvernement indien et de la Banque africaine de développement (BAD), les échanges commerciaux bilatéraux entre l'Inde et l'Afrique sont passés de 1 milliard de dollars en 1995 à 75 milliards en 2015.

De 2010 à 2015, le Nigéria était le premier partenaire économique de l'Inde en Afrique avec un volume d'import - export de 1,6 milliard de dollars, suivi par l'Afrique du Sud avec 1,1 milliard, puis par le Kenya et le Mozambique.

Sur l'ensemble de la période, les exportations de l'Inde vers l'Afrique ont augmenté de 93% et les importations de 28%, d'après le rapport *Afrique-Inde: Faits et chiffres 2015*, publié conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Confédération des industries indiennes (CII). Ce rapport indique que la part de l'Afrique dans les exportations indiennes est passée de 17,9 milliards de dollars en 2010 à 34,6 milliards en 2015.

D'après un rapport publié en 2015 par le *South African Institute of International Affairs*, l'île Maurice serait la destination de prédilection de l'investissement direct étranger (IDE) qui s'élève à 64,2 milliards de dollars pour la période de 2000 à 2012.

Si ce montant représente les trois-quarts de l'IDE de l'Inde en Afrique, les chiffres sont faussés. Les investissements sont avant tout liés aux activités des entreprises américaines qui tirent parti de la législation fiscale avantageuse de l'île et investissent en Inde par le biais des entreprises mauriciennes.

Le secteur privé aux commandes

Les investissements indiens continuent d'augmenter en Afrique. Bharti Airtel, l'entreprise multinationale de télécommunications basée à New Delhi, en est l'illustration parfaite. Elle domine le marché dans 18 pays africains depuis son arrivée en 2010 avec le rachat de Zain, entreprise koweïtienne, pour un montant de 10 milliards de dollars. Avec plus de 76 millions d'abonnés et 5 000 employés en mars 2015, Airtel est

désormais le deuxième opérateur de téléphonie mobile en Afrique.

Tata Africa Holdings est également une entreprise indienne de renom basée à Johannesburg en Afrique du Sud. On reconnaît aisément son logo rouge et blanc sur les différents véhicules, camions, semi-remorques, et moyens de transports publics, qui arpentent les routes africaines.

Mais l'entreprise est bien plus qu'une affaire d'assemblage de véhicules. Forte de sa présence dans 11 pays africains, elle est également impliquée dans les technologies de l'information, les produits chimiques, la sidérurgie et l'ingénierie, l'industrie hôtelière, l'énergie et le secteur minier. En 2016, cette entreprise de 1 500 employés investissait plus de 145 milliards de dollars en Afrique.

D'autres entreprises indiennes sont présentes comme ArcelorMittal (sidérurgie et mines de fer), Essar Steel (sidérurgie), Coal India, Vedanta Resources (cuivre et autres métaux), Varun Industries (minéraux de terres rares), Jindal Steel and Power (sidérurgie et énergie), ou encore Apollo Tyres (fabrication et distribution de pneus).

Renforcer les liens

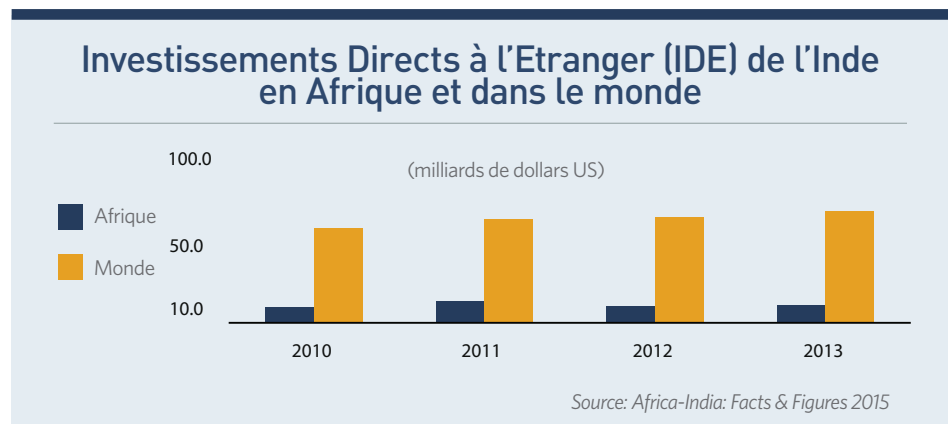
Réciproquement, les investissements africains en Inde s'élèvent à près de 65,4 milliards de dollars, d'après le rapport *Afrique-Inde: Faits et chiffres 2015*. La majorité des investissements provient des entreprises basées à l'île Maurice. Les investissements des multinationales sud-africaines dans les infrastructures, les brasseries et les services financiers représentent ainsi moins d'un milliard de dollars. Un rapport de l'Institut d'études stratégiques (ISS) en Afrique du Sud prévoit cependant

une augmentation continue des investissements africains en Inde.

Lors de la clôture du Sommet du Forum Inde-Afrique en 2015, le Premier ministre indien Narendra Modi avait annoncé une ligne de crédit d'un montant de 10 milliards de dollars pour les entreprises indiennes qui souhaiteraient investir en Afrique. Il s'était également engagé à fournir une aide de 600 millions de dollars afin de financer des initiatives communes : 100 millions pour un Fonds de développement, 10 millions pour un Fonds pour la santé et 50 000 bourses pour les étudiants africains en Inde sur les cinq années à venir.

Si l'on se réfère aux précédents Sommets du Forum Inde-Afrique en 2008 et 2011 et au rapport conjoint CEA - CII, une subvention de 7,4 milliards de dollars avait permis de financer 137 projets dans 41 pays, tandis qu'une aide de 500 millions de dollars avait pu financer un projet de renforcement des capacités avec la création d'institutions spécialisées, l'attribution de bourse d'études et la mise en place du projet de réseau panafricain des services en ligne qui connecte actuellement 48 pays africains. De plus, ces trois dernières années, 25 000 Africains ont fait leurs études en Inde ou y ont été formés.

Au cours de sa visite au Ghana en juin 2016, le président Mukherjee a annoncé que sa tournée faisait partie d'une volonté plus large de rapprochement et qu'elle serait suivie de celle du Premier ministre Modi dans d'autres pays d'Afrique. D'après ses dires, le sens de son propos était : « Afrique, nous sommes à tes côtés ». Un mois plus tard, M. Modi s'est rendu au Kenya, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Tanzanie pour signer plusieurs accords bilatéraux. 🇳🇵



Pour ce dossier sur les Objectifs de développement durable (ODD), nous mettons l'accent sur l'ODD 16, qui vise à promouvoir des sociétés en paix et inclusives, à fournir un accès à la justice pour tous et à construire des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. Nous examinons comment les gouvernements africains gèrent la corruption, les systèmes électoraux, les médias, le système judiciaire, et comment ils font participer la société civile.

Afrique: la maturité démocratique

Les institutions fortes : justice, médias et société civile aident à renforcer le leadership

PAR KINGSLEY IGHOBOR



INSTITUTIONS EFFICACES

Un manifestant devant la Cour constitutionnelle à Johannesburg en Afrique du Sud.  AP Photo/Denis Farrell

D'après les experts, la solution aux problèmes politiques et socio-économiques de l'Afrique se résume en deux mots : bonne gouvernance. Celle-ci devrait assurer aux 54 pays d'Afrique et à son 1,2 milliard d'habitants, une forte croissance économique, l'éradication de la pauvreté et la prospérité.

Responsabilité, transparence, devoir, équité et État de droit : autant d'éléments

qui, selon le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), définissent ce qu'est une bonne gouvernance.

Un voyage sans fin

Créé par l'Union africaine (UA), le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) vise à promouvoir la stabilité politique, la croissance économique et l'intégration, afin de démontrer l'impact d'une bonne gouvernance sur le continent.

Tout commence avec les constitutions nationales, reflet des idéaux démocratiques.

Toujours d'après le MAEP, de nombreux autres facteurs caractérisent une bonne gouvernance : l'efficacité des instances électorales pour assurer des élections libres et justes, le respect de la règle de droit, l'engagement de la responsabilité, la séparation des pouvoirs (notamment l'indépendance de la justice) et le respect

des droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables, y compris des populations déplacées et des réfugiés.

Ces facteurs de bonne gouvernance sont néanmoins largement aspirationnels et d'autant plus difficiles à évaluer concrètement que les pays s'autoévaluent en répondant à un questionnaire.

La plupart des pays ne peuvent donc que tendre vers cet idéal. L'ONU, la Banque mondiale, l'UA encouragent les États et les citoyens à s'orienter dans cette direction, tandis que d'autres organisations telles que Transparency International (TI), la Banque mondiale ou Afrobaromètre mesurent régulièrement le chemin parcouru.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'ONU en septembre 2015 se concentre également sur la bonne gouvernance. Le 16^{ème} Objectif du développement durable (ODD) favorise par exemple l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives tandis que le 5^{ème} objectif prône l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

Parallèlement, la feuille de route de l'UA insiste sur la nécessité de raviver la flamme du panafricanisme - ce mélange d'unité, d'autonomie, d'intégration et de solidarité qui a si bien réussi à l'Afrique au 20^{ème} siècle. L'Agenda 2063 mise sur la bonne gouvernance et énonce 7 objectifs destinés à réinventer l'avenir socio-économique et politique de l'Afrique dans les 50 années à venir.

La 3^{ème} aspiration de l'Afrique pour 2063 prévoit « Une Afrique où bonne gouvernance, démocratie, respect des droits de l'homme, justice et État de droit sont à l'ordre du jour », tandis que la 6^{ème} envisage « Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, et qui se soucie du bien-être des enfants ».

La plupart des gouvernements annoncent des politiques de bonne gouvernance ; ces politiques sont ensuite évaluées par TI et d'autres organisations pour éviter qu'elles ne restent lettre morte.

Mesurer la performance

Classé 28^{ème} sur 167 pays, le Botswana est le meilleur élève de l'indice 2015 de

Transparency International qui mesure la perception du niveau de corruption, suivi par le Cap-Vert à la 40^{ème} position. Les pays les moins bien classés sont la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Angola, la Libye et la Guinée-Bissau.

D'après ce classement, les conflits nuisent à la bonne gouvernance. Cependant, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) conteste l'utilisation de la « perception » comme indicateur de corruption. « Aucun indicateur unique ne devrait être utilisé », dit Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la CEA, dans la préface du 4^{ème} rapport sur la gouvernance africaine en 2016. Selon lui, la mesure de la corruption en Afrique devrait inclure des informations relatives aux activités des acteurs internationaux qui se livrent au rapatriement de capitaux ou au blanchiment d'argent.

L'Indice Ibrahim est un autre instrument de mesure de la gouvernance afri-

63,8 %

le pourcentage des femmes au parlement rwandais, leader mondial de la représentation parlementaire féminine.

caine sur une année. Il prend en compte 90 indicateurs répartis en 14 sous-catégories, 4 catégories et une estimation globale de la qualité de la gouvernance. En 2015, l'Île Maurice figure à la tête du classement, suivie par le Cap-Vert, le Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie, les Seychelles et le Ghana dans cet ordre. La Somalie se retrouve à nouveau en dernière position, derrière le Soudan du Sud, la République centrafricaine et le Soudan.

Les femmes rwandaises

L'Île Maurice est également classée 32^{ème} sur 189 pays dans *Doing Business 2016*, la publication phare de la Banque mondiale, soulignant ainsi le lien entre bonne gouvernance et développement économique. En 2013, le pays a confirmé sa réputation de centre d'investissements devant l'Afrique du Sud et s'est même doté d'un ministère

des services financiers, de la bonne gouvernance et des réformes institutionnelles afin de lutter contre la fraude et la corruption.

Certains pays africains affichent des données impressionnantes sur la participation politique des citoyens, notamment des femmes. Avec 51 sièges sur 80 (63,8%), le Rwanda domine le monde en taux de représentation des femmes au Parlement, d'après un rapport de 2015 de l'Union interparlementaire, l'organisation internationale des Parlements. Le Sénégal arrive en cinquième position, avec 64 sièges sur 150 (42,7%).

Pour l'UA, comme pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la démocratie est le socle d'une bonne gouvernance et une condition sine qua non pour devenir membre. Après le coup d'État militaire au Mali en mars 2012 et en Guinée-Bissau un mois plus tard, la CEDEAO a suspendu les deux pays.

Hormis le Mali et la Guinée-Bissau, les tentatives de coups d'État en Afrique ont diminué d'un tiers selon une étude de la Banque africaine de développement (BAD) publiée en 2012 sur la période de 1970 à 1989 (99 coups d'État) et de 1990 à 2010 (67 coups d'État). La BAD attribue cette diminution – ou cette progression démocratique – à une société civile fortement impliquée (notamment les jeunes et la classe moyenne), un changement de l'environnement international (moins d'ingérence dans les pays africains) et une pression de la part de groupes régionaux tels que la CEDEAO (qui peuvent parfois infliger des sanctions aux régimes militaires).

Le chemin à parcourir

Cependant, l'absence d'élections libres et justes représente une menace pour l'équilibre politique. « Des élections entachées d'irrégularités que l'on fait passer pour libres, justes et crédibles, contraignent les citoyens à se révolter pour obtenir un changement de régime » écrit Emma Birikorang, maître de recherches au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPCT) à Accra dans un article intitulé « Coup d'État en Afrique : une pratique révolue ? ».

La série de rapports publiée par *The Economist Intelligence Unit* évalue l'indice démocratique des pays sur le « processus

voir page 37

De l'art des élections en Afrique

Des institutions électorales crédibles nécessaires à la paix et à la stabilité

PAR ZIPPORAH MUSAU



INSTITUTIONS EFFICACES

Une Togolaise dépose son bulletin dans l'urne. PNUD Togo/Emile Kenkou

À l'issue des élections kényanes de 2013, l'ancien Premier ministre Raila Odinga dépose un recours auprès des tribunaux. Il conteste les résultats, selon lui entachés de failles, du système d'identification des électeurs électroniques, le mode de décompte des voix et de transmission des résultats. Dans une déclaration sous serment, les commissaires électoraux le qualifient d'« éternel perdant ». Le juge le déboute et l'affaire est rapidement classée.

Les prochaines présidentielles s'approchant, la Commission indépendante kényane chargée des élections et du découpage électoral (IEBC) est devenue une cible de l'opposition. Ses détracteurs réclament sa dissolution pour partialité.

Les neuf membres de la Commission étant désignés par le président, les porte-parole de l'opposition exigent une modification de sa composition. Cet organisme puissant supervise les élections, s'assure que les listes électorales sont à jour et contrôle le dépouillement des votes.

« La question est de savoir si les membres actuels de l'IEBC peuvent être impartiaux dans le cadre d'élections où

mon parti est candidat », s'interroge M. Odinga dans un communiqué.

Il s'agit là de l'un des nombreux casse-têtes auxquels les institutions électorales sont confrontés en Afrique. « Les élections sont une question de pouvoir. Elles déterminent qui aura le pouvoir et qui dirigera la communauté », observe Arsène Bado, politologue et chercheur associé au Centre de recherche et d'action pour la paix à Abidjan en Côte d'Ivoire. Dans certaines situations très tendues, note-t-il, une élection peut être le « parfait élément déclencheur de conflits et de violences politiques ».

Pour éviter cela, les pays africains s'emploient aujourd'hui à créer des conditions propices à la tenue d'élections crédibles et pacifiques. Ils sont désireux de créer des organismes de gestion électorale crédibles faisant office de pierre angulaire du processus de démocratisation.

Ainsi, en Afrique de l'Ouest, les élections commencent à remplir d'autres fonctions que simplement celle d'élire des dirigeants. Elles deviennent des outils de prévention des conflits, selon l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), une organisation

intergouvernementale basée à Stockholm en Suède, favorable aux réformes démocratiques.

Lors des présidentielles nigérianes de 2015, qui ont vu s'affronter durement le parti du président sortant Goodluck Jonathan, le People's Democratic Party et le All Progressives Congress de Muhammadu Buhari, un ancien chef militaire, beaucoup craignaient le pire. Dans ce pays qui est le plus peuplé d'Afrique, les élections ont toujours été entachées de violences, souvent alimentées par des accusations de fraude.

La Commission électorale nationale indépendante (INEC) du Nigéria est parvenue à superviser des élections généralement considérées comme libres et loyales. Le président de la Commission, Attahiru Jega, après avoir été contraint d'ajourner les élections pendant six semaines, a subi de fortes pressions de la part d'hommes politiques demandant sa démission, mais il a résisté.

Une élection contestée aurait déclenché des violences dans le pays, avec des conséquences pour toute la région ouest-africaine, où le Nigéria demeure un

important acteur économique, représentant à lui seul plus des trois quarts de l'économie.

Pour la plupart des dirigeants africains, le défi a toujours été de garantir un processus électoral qui reflète vraiment le choix du peuple, même si ce choix ne leur est pas favorable.

Le rôle des institutions électorales

Les analystes politiques considèrent les élections comme un processus politique plutôt que comme un événement ponctuel. Des organismes de gestion électorale efficaces sont censés faciliter les élections, et éviter qu'elle ne soit un fiasco total.

Les espaces politiques publics voient progressivement le jour dans toute l'Afrique, et les citoyens sont de plus en plus nombreux à les utiliser pour défendre leurs droits politiques, économiques et sociaux et pour exiger une plus grande transparence de leurs gouvernements, ainsi que des élections régulières, libres et loyales. De telles élections requièrent un organisme de gestion électorale impartial respectant la diversité ethnique afin de renforcer la confiance des citoyens vis-à-vis des processus électoraux et d'assurer la transparence, l'intégrité et l'impartialité pour toutes les parties concernées.

« Un organisme de gestion électorale n'est efficace que lorsqu'il se compose de personnes disposant des compétences nécessaires à la gestion d'élections d'une manière loyale et crédible », indique John Mukum Mbaku du programme Africa Growth Initiative de la Brookings Institution, un groupe de réflexion basé aux États-Unis.

À tout le moins, note M. Mbaku, un organisme crédible devrait disposer de cinq éléments : une indépendance décisionnelle pour décider librement, une indépendance institutionnelle pour exercer ses fonctions sans ingérence indue du gouvernement, des ressources suffisantes, un système de responsabilisation, ainsi que d'une procédure permettant à la société civile de déposer plainte contre les membres de l'organisme en cas de comportement illégal ou contraire à l'éthique.

En outre, il faudrait un système disciplinaire impartial permettant de sanctionner les actes répréhensibles des commissaires électoraux et des membres du personnel, notamment en les destituant.

Ceci est important parce que depuis 20 ans les élections et les transitions politiques figurent parmi les principales menaces à la paix et à la sécurité en Afrique, selon l'Union africaine (UA). Si des incidents se produisent le jour du vote, il peut en résulter des violences politiques, des conflits et parfois de véritables guerres.

Pour la Brookings Institution, l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Congo, le Kenya, le Nigéria et le Zimbabwe comptent parmi les pays où les élections ont aggravé les divisions sociales et les violences politiques. Les sociétés divisées et les zones dévastées par les guerres peuvent devenir des « endroits dangereux » si des élections y sont tenues, ajoute l'institution.

En réponse à ces menaces pour la paix et la sécurité, la Commission de l'UA a créé l'Unité pour la démocratie et l'assistance électorale qui a pour mission de coordonner la participation de l'UA à l'observation des élections, tout en fournissant une assistance technique électorale aux organismes de gestion électorale des États membres.

L'observation d'élections, dans le cadre de laquelle des organisations internationales ou locales ou des personnes non partisans observent, évaluent et rendent compte des élections dans un pays, est essentielle pour renforcer la confiance, notamment des citoyens, vis-à-vis des processus électoraux. Elle peut également aider à prévenir ou à corriger des erreurs ou des fraudes.

En Afrique, les Nations Unies, l'Union européenne et des organismes régionaux, comme la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté d'Afrique de l'Est, envoient fréquemment des observateurs dans les États membres.

L'Afrique a fait des progrès, si l'on considère le long chemin semé d'embûches que les organismes de gestion électorale ont dû parcourir, estiment les experts. En effet, après les indépendances, les pays africains ont hérité d'organes quasi-autonomes étroitement contrôlés par les différents régimes qui se sont succédé et qui s'en servaient pour se maintenir au pouvoir.

« Des années 1960 à 1990, la faiblesse de ces organismes, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire face à un pouvoir exécutif fort a eu des effets néfastes sur

la gouvernance électorale et la démocratie dans la plupart des pays », indique le *Rapport sur la gouvernance en Afrique 2013*, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique pour l'Afrique. Cependant, grâce aux mouvements sociaux et à la société civile il a été possible d'engager des réformes constitutionnelles et politiques qui ont conduit à l'amélioration des institutions électorales.

Malgré cette amélioration, ces organismes continuent à éprouver des difficultés à mener des élections démocratiques libres et loyales, et les élections dans certains pays sont toujours entachées d'irrégularités qui, selon le rapport, sont le fait d'abus administratifs, de manipulations et d'une mauvaise gestion.

Pour les démocraties émergentes d'Afrique, le principal obstacle à la mise en place d'organismes électoraux crédibles consiste à assurer leur indépendance, notamment en ce qui concerne la nomination et la révocation de leurs membres, la gestion de la diversité ethnique, le financement, l'ingérence du pouvoir exécutif et l'image négative de ces organismes.

D'autres préoccupations demeurent, concernant notamment le pouvoir limité de ces organismes face aux partis politiques, la professionnalisation et les pouvoirs de ces organismes, le rôle des parties prenantes en tant que partenaires, le règlement des litiges électoraux, ainsi que la sécurité des élections et leur coût élevé, selon le *Rapport sur la gouvernance en Afrique*.

Les pays africains peuvent toutefois répondre à ces préoccupations en incorporant ces organismes dans leurs constitutions ou dans d'autres dispositions législatives.

Heureusement, ces 20 dernières années, les pays ont travaillé sans relâche pour ranimer et refondre les organismes de gestion électorale en vue d'assurer leur indépendance opérationnelle et financière, leur professionnalisme, leur transparence et leur impartialité, pour leur permettre de contribuer à l'intégrité des élections, déclare l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale.

L'ONU a jugé la prestation de la plupart de ces organismes « acceptable », les institutions démocratiques du Ghana, de Maurice, des Seychelles et de l'Afrique du Sud recevant les meilleures notes. 🇳🇵

Justice : contre la corruption, il faut de la détermination

Des juges impartiaux aident à renforcer l'Etat de droit

PAR FRANCK KUWONU

Lors d'une enquête sur la corruption réalisée au Ghana il y a deux ans, plus de 8 Ghanéens sur 10 (85 %) déclaraient que les juges et les magistrats faisaient partie des fonctionnaires les plus corrompus du pays.

En tête de liste arrivait la police (89 %), suivie des représentants du gouvernement (86 %). Le pouvoir judiciaire occupait la troisième place avec l'administration fiscale du Ghana. L'enquête a été réalisée par Afrobarometer, un réseau indépendant non partisan qui effectue des enquêtes d'opinion publique en Afrique.

Un journaliste local, Anas Aremeyaw Anas, a démontré que ce classement était justifié. Il a dirigé une enquête secrète explosive sur la corruption au sein du pouvoir judiciaire et levé le voile sur des juges acceptant des pots-de-vin pour abandonner des poursuites ou prononcer des peines plus légères.

Les découvertes de M. Anas ont été diffusées à la télévision dans un reportage de deux heures : le résultat de deux années de travail. Ce documentaire a médusé la nation. Les Ghanéens se sont indignés à la vue de juges et autres officiers de justice acceptant de l'argent ou de la nourriture, y compris une chèvre dans un cas, en échange de faveurs.

Suspensions de longue date

« La justice a été meurtrie », déplorait la juge en chef du Ghana, Georgina Theodora Wood, quelques jours après la diffusion des images compromettantes. Et d'ajouter que ces révélations avaient « jeté une ombre sur la communauté juridique dans son ensemble, sur ses services et sa crédibilité », en plus d'aggraver des suspensions de longue date sur la profession en général.

Le rôle du pouvoir judiciaire est de faire appliquer la loi et d'obliger les fonctionnaires à rendre des comptes. Les scandales comme celui-ci mettent en évidence les faiblesses structurelles du système



INSTITUTIONS EFFICACES

De nouveaux juges de la Cour d'Appel prêtent serment au Ghana.  FH Communications Bureau

judiciaire de nombreux pays d'Afrique subsaharienne.

Selon les militants anticorruption, le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif est l'une des raisons de l'incapacité d'un système judiciaire à faire respecter la loi. Les conclusions du rapport *Indicateurs d'intégrité en Afrique 2016* produit par Global Integrity, une organisation promouvant

la transparence et la responsabilité, ont révélé que l'indépendance du pouvoir judiciaire n'est pas garantie dans près de la moitié des 54 pays africains.

« Nous avons voulu savoir si d'autres branches du gouvernement exerçaient des influences [sur le pouvoir judiciaire] », a déclaré à *Afrique Renouveau* Sun-Min Kim, responsable chez Global Integrity. « L'indépendance du pouvoir judiciaire

étant cependant un concept très large, nos indicateurs visaient à évaluer plus précisément le processus de nomination, par exemple, et le degré d'autonomie dont disposent les juges lorsqu'ils rendent leur jugement, si ces derniers étaient justifiés et s'ils étaient rendus publics ou non. »

Dans certains cas, les juges, les magis-



trats et les procureurs peuvent être redevables d'intérêts politiques, lorsque leur carrière est contrôlée par la branche exécutive. Au Cameroun, par exemple, le président dirige la plus haute instance judiciaire, le Conseil supérieur de la magistrature, qui, entre autres, supervise la nomination des juges. Même lorsque l'indépendance du pouvoir judiciaire peut être garantie formellement et juridiquement, il

existe toujours un risque d'ingérence. En Angola par exemple, le juge Joaquim de Abreu Cangato, un représentant de longue date du parti au pouvoir apparemment sans expérience judiciaire, a été nommé en mars 2000 à la Cour suprême, selon le rapport 2016 du *Committee to Protect Journalists*. Cela alors même que l'indépendance judiciaire est inscrite dans les lois du pays.

Sur les 54 pays africains auprès desquels Global Integrity a enquêté, 11 % ont un pouvoir judiciaire « complètement indépendant » et 30 % un pouvoir judiciaire « pas complètement indépendant ». Le Botswana, le Cap-Vert, Maurice et l'Afrique du Sud font partie de ces 11 %.

Équilibre des pouvoirs

Certains pays africains ont réalisé des progrès significatifs en matière d'indépendance du pouvoir judiciaire. Celui du Botswana, par exemple, « est globalement considéré comme indépendant malgré les préoccupations relatives au pouvoir absolu du président pour ce qui est de nommer les juges de haut niveau », indique Marie Terracol, la coordinatrice du programme de signalement des irrégularités de Transparency International, une organisation anticorruption.

Certains pays africains ont réalisé des progrès significatifs en matière d'indépendance du pouvoir judiciaire.

L'Afrique du Sud présente un bilan mitigé en ce qui concerne l'indépendance du pouvoir judiciaire. La récente décision de la Cour constitutionnelle, la plus haute instance judiciaire du pays, confirmant les accusations de corruption contre le président Jacob Zuma, a été saluée internationalement comme le signe de l'indépendance du pouvoir judiciaire, a écrit le journal britannique *The Guardian*.

« Le président n'a pas su préserver, défendre et respecter la Constitution en tant que loi suprême du pays », a déclaré un tribunal au début de l'année, après que le président Zuma et son gouvernement n'ont pas suivi les recommandations du médiateur, Thuli Madonsela, consistant à

rembourser l'argent public consacré à la modernisation de la résidence privée du président.

Lenteur des progrès

En 2011, Mogoeng Mogoeng, juge en chef de l'Afrique du Sud, a été préféré par le président Zuma au juge en chef adjoint de l'époque, Dikgang Ernest Moseneke, largement considéré comme plus expérimenté et qualifié. Des organisations de la société civile et des partis d'opposition se sont opposés à sa nomination, affirmant que le pouvoir exécutif tentait d'étouffer l'indépendance de la cour. Mais comme l'a démontré la décision de la Cour constitutionnelle sud-africaine, les nominations des officiers de justice, même par des hommes politiques, ne créent pas toujours des obligations pour les juges.

Pour sa part, le Cap-Vert, généralement considéré comme l'une des plus fortes démocraties d'Afrique, nomme ses juges et magistrats au moyen d'un processus de sélection fondée sur le mérite.

En 2007, Transparency International se penchait sur la corruption des systèmes judiciaires dans son rapport annuel sur la corruption mondiale. Elle recommandait une plus grande transparence, des procé-

dures judiciaires équitables, la formation des officiers des tribunaux et une plus grande implication de la société civile.

Le rapport soulignait aussi l'importance de trouver un équilibre entre l'obligation redditionnelle et l'indépendance, ajoutant que « garantir l'indépendance des juges, tout en les soumettant à des mécanismes d'obligation redditionnelle efficaces, aura pour effet de décourager la corruption de la magistrature et de la police. »

Ces recommandations constituent la base des programmes de réforme judiciaire dans tout le continent. Selon les indicateurs actuels d'intégrité en Afrique, le continent progresse, mais lentement, en matière d'obligation redditionnelle. 🐾

Libérer le pouvoir de la société civile africaine

PAR KINGSLEY IGHOBOR

En juillet 2003, un événement extraordinaire se produisit au Libéria : le mouvement pacifiste *Women of Liberia Mass Action for Peace*, dirigé par Leymah Gbowee, une jeune femme de 31 ans, poussa les chefs de guerre à conclure un accord de paix mettant fin à dix ans de guerre civile.

Après des mois de négociations infructueuses, des centaines de femmes assiégèrent l'entrée de la salle de conférence des pourparlers à Accra au Ghana. Se tenant par la main, elles clamèrent haut et fort qu'elles ne quitteraient pas les lieux tant que les chefs de guerre n'auraient pas trouvé un compromis.

Les gardes de sécurité tentèrent d'arrêter Mme Gbowee mais se heurtèrent à une forte résistance. "Je vais vous faciliter la tâche", dit-elle aux gardes. "Je vais me déshabiller devant vous pour que vous puissiez m'emmener en prison." Alors qu'elle commençait à se dévêtir, les gardes de sécurité prirent la fuite. Au Libéria et au

Ghana, il est interdit à un homme de voir une femme nue en public.

Peu de temps après, les chefs de guerre et les rebelles signèrent un accord de paix. Les casques bleus des Nations Unies procédèrent au désarmement et à la réintégration de 100 000 combattants et supervisèrent les élections générales.

Mme Gbowee, ainsi que la Présidente du Libéria Ellen Johnson-Sirleaf reçurent le Prix Nobel de la paix en 2011.

La société civile comme garde-fou

Ce succès démontre l'influence que peut avoir la société civile, source d'opportunités pour les jeunes et de réformes démocratiques dans de nombreux pays d'Afrique comme au Libéria. De même, lors des Printemps arabes de 2010 et 2011, les jeunes ont su utiliser les réseaux sociaux et la désobéissance civile afin de renverser les gouvernements en Tunisie et en Égypte, provoquant un effet domino en Algérie, en Jordanie ou encore au Yémen.

Les organisations de la société civile (OSC) garantissent également que le pouvoir rende des comptes à ses citoyens. En 2013 au Kenya, la tentative avortée des députés d'augmenter leurs rémunérations déclencha l'ire des citoyens qui formèrent le mouvement *Occupy Parliament*. Pour manifester leur mécontentement, certains allèrent jusqu'à parader avec une douzaine de cochons ensanglantés devant le Parlement.

"Nous avons répandu le sang des cochons pour montrer l'avidité des députés", a déclaré Boniface Mwangi, photjournaliste activiste et organisateur du mouvement qui a surnommé les députés "destruies" (Mpigs) en référence à leur soif d'argent intarissable.

Une étude réalisée par une autorité indépendante au Royaume-Uni qui évalue les normes parlementaires, l'Independent Parliamentary Standards Authority (IPSA), et le FMI, a révélé que le salaire de base des députés kenyans équivalait à 76 fois le PIB par habitant du pays. Cet écart arrive en deuxième position des classements mondiaux derrière celui du Nigéria. Après l'incident des "cochons sanglants", les députés se contentèrent des 6 300 dollars par mois au lieu des 10 000 qu'ils réclamaient. La commission des salaires a même réduit le salaire du président Uhuru Kenyatta à sa demande de 340 000 à 185 000 dollars annuels.



INSTITUTIONS EFFICACES

Faire preuve d'autorité

Les OSC kenyanes crient victoire en dépit d'un résultat jugé parfois insuffisant. "Réduire le salaire des députés ou celui du président n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan", estime la journaliste kenyane Verah Okeyo, lors d'une interview avec *Afrique Renouveau*. "Les salaires sont encore trop élevés. La société civile a encore beaucoup à faire dans le domaine de la responsabilité gouvernementale."

D'après la Banque mondiale, l'accès à l'information, la gestion efficace des administrations, l'adoption et la mise en œuvre de politiques en faveur des citoyens sont autant de facteurs de bonne gouvernance. Les ONG – ou les organisations religieuses – n'ont parfois pas d'autre choix que d'aller

Des Libériennes promeuvent des messages de paix et de non-violence durant les élections de 2011. © ONU Photo/Emmanuel Tobey

à la confrontation afin que les gouvernements prennent de telles mesures.

Le printemps arabe fut un appel à des réformes politiques en réaction à des régimes autoritaires, pour plus de justice sociale et la tenue d'élections libres. Il a inspiré des mouvements citoyens tels que *Y'en a Marre* au Sénégal, *Le Balai citoyen* au Burkina Faso ou encore *Black Monday* (Lundi noir) en Ouganda qui réclament une meilleure gouvernance.

D'après un recueil intitulé *Good Governance and Civil Society Participation in Africa (La Bonne Gouvernance et la participation de la société civile en Afrique)* publié par l'Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique orientale et australe (OSSREA) en 2009, l'opposition incarnée par la société civile apparaît comme une stratégie efficace vis-à-vis des gouvernements autoritaires.

Plus les gouvernements disposent de plus en plus de pouvoirs sur la vie socio-économique des citoyens, plus ils rencontrent de résistance émanant des organisations de la société civile

Dans son livre *The Rise of Global Civil Society (2008)*, l'expert de la société civile et ancien Directeur adjoint du Bureau des initiatives confessionnelles communautaires de la Maison blanche sous l'ancien Président George W. Bush, Don Eberly, souligne que "La santé d'une république dépend de la vitalité de la société civile et des actions menées par le peuple."

D'après l'Indice sur la durabilité 2014 des OSC en Afrique sub-saharienne, établi par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), les Organisations de la société civile occupent une fonction vitale dans l'apport de services et moyens matériels aux populations dans le besoin. Contrairement à leur attitude vis-à-vis des groupes de défense d'intérêts, la majorité des gouvernements des pays étudiés approuvent l'aide des OSC. Nombreuses sont celles qui collaborent avec les gouvernements sur les problématiques de développement. En mars 2015, un rassemblement d'une soixantaine de personnes, dont des représentants de gouvernements africains et d'OSC s'est tenu à Addis-Abeba afin de lutter contre la corruption.

Certaines OSC, telles que *Le Balai citoyen*, se refusent toutefois à collaborer avec les gouvernements. Ces derniers les

accusent en retour de mettre en exergue les difficultés des pays dans l'unique but d'attirer des fonds étrangers.

Ces gouvernements considèrent les OSC comme "des opposants financés par l'étranger" comme a pu le montrer les discussions lors du Sommet Etats-Unis-Afrique, organisé par le Président Barack Obama et la Maison blanche à Washington en août 2014, et auquel ont participé des chefs d'Etat, des hommes et femmes d'affaires africains et américains, des associations caritatives et diverses organisations du secteur privé.

La dépendance financière

L'Égypte et le Maroc interdisent par exemple aux OSC de participer à des "activités politiques", selon l'Indice USAID sur la durabilité des OSC au Moyen-Orient et en Afrique du nord. Sans définition claire des "activités politiques", les activistes craignent que la loi soit appliquée arbitrairement afin de restreindre le rôle de la société civile.

Les OSC africaines sont donc confrontées à un financement insuffisant et à des gouvernements hostiles. Certains dona-

Les organisations de la société civile deviennent plus actives à mesure que la démocratie s'enracine sur le continent.

teurs ont de fait décidé de travailler directement avec elles. Andris Piebalgs, ancien Commissaire européen au développement, indique qu'entre 2007 et 2013, l'UE a par exemple distribué 5 milliards d'euros d'aide au développement directement aux OSC.

Ces organisations peuvent recevoir des financements conséquents en fonction de leur domaine de compétence, indique la journaliste Verah Okeyo. C'est notamment le cas de celles qui s'occupent des questions de santé, comme le VIH/Sida, ou des questions sociales, comme le droit des femmes.

Les OSC dépourvues de fonds suffisants perdent leur indépendance et ne sont plus viables, souligne Lars Benson, chef de programme pour l'Afrique au Centre international pour l'entreprise privée (CIPE) – une organisation à but non lucratif privée qui subventionne des ONG à but économique.

Pour que les OSC deviennent autonomes financièrement, les donateurs

pourraient par exemple se tourner vers un modèle de financement qui privilégierait les fonds d'investissement locaux au lieu de financer des actions spécifiques, estime Natalie Ross, ancienne responsable de projet à la Fondation Aga Khan USA, qui finance des OSC africaines luttant contre la pauvreté.

Benson donne l'exemple d'une station de radio en Ethiopie, The Voice of Addis Chamber, qui a initialement reçu des capitaux de la part du CIPE mais qui s'autofinance désormais grâce à la publicité et aux sponsors privés.

Certaines OSC réussissent à obtenir des financements locaux, fait remarquer USAID. Gozour, la Fondation égyptienne pour le développement, a reçu des fonds de la part de banques établies en Egypte – Barclays et Commercial International Bank. D'autres organisations comme l'Organisation évangélique copte des services sociaux (CEOSS), qui défend la justice sociale et l'entente intercommunautaire, ou Caritas International, une confédération mondiale de plus de 160 œuvres de bienfaisance catholiques qui luttent pour la réduction de la pauvreté, dépendent

partiellement de financements locaux.

Les OSC peuvent aussi être financées par leurs membres, les frais d'adhésion, la vente de publications ou des activités artisanales.

L'aide extérieure est encore nécessaire aux OSC, estime Flora Oyakhilome, responsable de la mobilisation communautaire à l'agence Edo State Agency for the Control of HIV/AIDS au Nigéria. "La plupart des OSC vous diront qu'il est encore difficile de se financer localement. Les financements internationaux ne sont quant à eux plus aussi importants qu'ils ne l'étaient et notre travail en pâtit."

Confrontées à des gouvernements parfois hostiles et à une baisse des financements étrangers, les OSC africaines sont fermement résolues à se battre pour le progrès social malgré les temps difficiles. "C'est notre raison d'être", conclut Mme Oyakhilome. 🇳🇮

Nouvelle ère pour les médias

Bienvenue aux médias numériques, tweets, blogs et à une pléthore de nouvelles voix

PAR ZIPPORAH MUSAU



INSTITUTIONS EFFICACES

Des journalistes couvrant une réunion de l'Union africaine.  Union africaine

Le numérique a bouleversé le paysage médiatique. L'information circule à la vitesse de la lumière : tweets, blogs ou journalisme citoyen, autant de pratiques encore peu répandues il y a quelques années.

La fibre optique a révolutionné l'industrie des télécommunications. L'Internet est de plus en plus rapide et abordable, et les collectivités qui se connectent, même depuis des zones reculées d'Afrique, sont plus nombreuses que jamais, tout comme

les personnes qui consomment l'information sur leur smartphone.

Les médias traditionnels en Afrique tentent de s'adapter au nouveau paysage médiatique plus immédiat et interactif. Le journalisme d'opinion connaît en particulier une croissance exponentielle. Blogueurs et journalistes citoyens se mobilisent pour de multiples causes.

Si la technologie a changé le mode de fonctionnement des médias au cours des 15 dernières années, la société ne s'attend pas moins à ce qu'ils jouent leur rôle

traditionnel, à savoir informer, éduquer et divertir.

En Afrique, leur mission est encore plus cruciale : approfondir et institutionnaliser la démocratie. Les citoyens ont d'autant plus besoin d'être informés que les nations endossent de nouvelles responsabilités dans un monde globalisé.

« Les médias jouent un rôle fondamental dans le développement de la société. Les citoyens doivent pouvoir s'appuyer sur des informations fiables capables d'enrichir le débat et de susciter des échanges pertinents susceptibles de transformer l'Afrique », affirme Eric Chinje, Responsable de l'African Media Initiative (AMI), une organisation panafricaine basée à Nairobi.

Selon M. Chinje, les médias doivent avoir le sentiment qu'ils sont utiles à la société. « Les journalistes se considèrent comme des garde-fous. Au contraire, je considère les médias comme des leaders. Un garde-fou est assis et surveille ; un leader se lève et prend les devants. Vous devez aller de l'avant et faire votre travail », a déclaré M. Chinje à *Afrique Renouveau*. « L'Afrique se modernise et a besoin d'un journalisme qui innove et soutient l'innovation; qui non seulement se développe, mais qui favorise également la croissance et le développement de la société ; qui ne génère pas uniquement des idées sources de transformation sociale, mais qui nourrit les débats sur le sujet. »

Le 3 mai 2016, la Journée mondiale de la liberté de la presse soulignait le lien entre cette liberté et le développement durable, suite à l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD).

« Des médias libres et indépendants qui informent les citoyens du monde sont indispensables à la réalisation des ODD, a déclaré Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO. En cette période troublée à travers le monde et alors que de nouveaux défis nécessitent une coopération à l'échelle mondiale, une information lisible, fiable et indépendante est plus que jamais indispensable. »

« Des médias libres et indépendants ... un moyen indispensable d'éradiquer la corruption et de renforcer la responsabilité administrative », affirme John Mukum Mbaku, chercheur dans le cadre de l'Initiative sur la croissance de l'Afrique de la Brookings Institution, think-tank basé aux États-Unis, qui oeuvre pour un développement économique durable en Afrique.

« Les rapports d'enquête sur la corruption dans le secteur public informent les citoyens, mais incitent également le gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'améliorer le fonctionnement du secteur public et de renforcer la croissance et le développement », a déclaré M. Mbaku à *Afrique Renouveau*.

A titre d'exemples, lors de l'élection présidentielle de 2015 au Nigéria, les médias ont diffusé les messages de l'opposition à la population qui a ainsi pu réclamer des comptes au gouvernement, tandis qu'au Ghana, le journaliste d'investigation Anas Aremeyaw Anas, a révélé des dizaines d'affaires de corruption et de crime organisé.

L'augmentation du nombre d'affaires exposées au grand jour par les journalistes d'investigation à travers le continent, y compris dans des pays autoritaires, incite les gouvernements à la vigilance. Au Kenya, en Afrique du Nord, en Afrique du Sud, les médias se font particulièrement entendre quand il s'agit d'informer les citoyens et de dénoncer les travers de la société.

M. Chinje pense néanmoins que beaucoup reste à faire : « Rares sont les cas qui se distinguent dans la profession. De temps en temps, on repère une ou deux bonnes histoires, mais c'est loin d'être représentatif. Les médias doivent contribuer au renforcement des moyens que l'AMI tente d'apporter à travers la formation. La technologie a fait évoluer les médias, mais pas les rédacteurs en chef. Tout a changé, le domaine politique et social, ainsi que les populations. Mais les médias n'ont pas repensé leur fonction dans une Afrique en pleine mutation », ajoute M. Chinje qui propose un plus large débat au sein des médias afin qu'ils « recouvrent » leur rôle dans la société.

Bien que certains remettent en question l'importance des médias, les nombreux défis auxquels ils sont confrontés en Afrique menacent les acquis.

Les médias numériques ont été bien accueillis sur l'ensemble du continent,

mais l'adaptation aux nouvelles technologies représente un défi pour de nombreux organes de presse. Avec une connexion à Internet peu fiable et un matériel désuet, les journalistes n'ont pas accès à des outils essentiels. Ils doivent au mieux se contenter de systèmes inadéquats qui peuvent compromettre la qualité de leur travail dans un monde numérique.

Toutefois, selon M. Chinje, le plus grand défi pour les journalistes en Afrique reste leur incapacité à faire leur travail. « Vous ne pouvez pas informer si vous n'êtes pas informé, » affirme-t-il. « Beaucoup n'ont pas la formation adéquate pour interpréter des données qui requièrent des méthodes pointues. »

Faute d'indépendance financière, les organes de presse du continent ont toujours fait face à un manque de moyens et restent dépendants du bon vouloir de la publicité gouvernementale qui constitue la majorité de leurs ressources. La moindre critique pourrait entraîner l'annulation d'annonces valant des milliers de dollars, le gouvernement et ses agences étant les plus grands annonceurs dans de nombreux pays.

Les gouvernements envoient souvent des communiqués de presse élogieux qui vantent leurs exploits, tandis que les journalistes s'efforcent de décrypter leurs contradictions.

Les médias traditionnels (journaux, TV, radio) en Afrique et dans le monde perdent de l'influence et des revenus avec la baisse des recettes publicitaires car le public se tourne vers les contenus numériques gratuits.

Parce que de nouveaux médias courageux se font entendre et dénoncent la corruption, l'ensemble de la presse en Afrique est menacé et les médias sont censurés voire supprimés.

Le Nigéria a par exemple tenté sans succès cette année d'adopter un projet de loi imprécis, qui prévoyait des sanctions draconiennes à l'encontre des médias sociaux qui avaient le malheur de publier des informations erronées. Le Tchad, le Congo Brazzaville et l'Ouganda ont bloqué les médias sociaux pendant les élections, et un pays pourtant démocratique comme le Ghana a failli faire de même.

Au Libéria, le gouvernement a fermé la chaîne de radio privée Voice FM. En 2015, des journalistes en mission ont été tués en République Démocratique du Congo, au

Ghana, au Kenya, en Somalie et au Soudan du Sud. Les menaces et attaques qui émanent des gouvernements, de groupes armés ou de terroristes augmentent les risques pour les journalistes.

Sans contrôle éditorial, l'information des médias numériques n'est pas vérifiée et de fausses rumeurs se propagent. Les affaires de corruption et autres malversations commises par des agents de l'Etat se répandent comme une traînée de poudre sur Internet, ce qui rend les gouvernements encore plus réticents à accorder des interviews à la presse.

Au-delà de la censure, les organes de presse peinent à accomplir leur mission car ils sont confrontés à des infrastructures d'impression et de distribution inadéquates voire inexistantes, une mauvaise connexion Internet et une formation insuffisante des professionnels des médias, affirme M. Mbaku.

Aller de l'avant

Afin d'élaborer de nouvelles stratégies pour surmonter les obstacles, la presse doit s'adapter aux exigences des sociétés.

La stratégie de survie primordiale consiste à migrer vers le mobile et l'Internet, et à générer du contenu dans les langues locales accessible à la majorité des citoyens. Mises à part quelques publications en arabe en Afrique du Nord et en swahili en Afrique orientale, la plupart des médias utilisent l'anglais, le français, l'espagnol ou le portugais, des langues que ne maîtrisent pas la plupart des citoyens.

Les médias et le gouvernement peuvent être en désaccord dans de nombreux pays africains, la presse est toujours considérée comme le « quatrième pouvoir ». « Le gouvernement et les médias sont les deux faces d'une même pièce. S'ils se battent, ils détruisent la pièce », relève M. Chinje. « Le gouvernement élabore des politiques publiques qui devraient être relayées par les médias afin d'enrichir le débat et d'optimiser leur mise en oeuvre pour le bien de la société. »

Les gouvernements africains doivent permettre aux médias de fonctionner comme un outil au service du développement et de la coexistence pacifique. Selon M. Mbaku, cet objectif ne peut être atteint que si la liberté de la presse bénéficie d'une garantie constitutionnelle et que les obstacles qui l'empêchent de mener à bien sa mission sont supprimés. 🌱

Comblons l'écart entre besoins et ressources humanitaires

— Stephen O'Brien

Stephen O'Brien est Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence. En mai 2016, à Istanbul, en Turquie, il a supervisé le premier sommet mondial humanitaire dans le cadre duquel les représentants de 173 pays, ainsi que des ONG, du secteur privé et de la société civile, se sont réunis pour tracer une nouvelle voie pour l'aide humanitaire mondiale. Dans cet entretien avec **Franck Kuwou** d' *Afrique Renouveau*, M. O'Brien livre ses réflexions sur le sommet.

Afrique Renouveau : Quelle est votre évaluation globale du sommet ? L'ONU a-t-elle atteint ses objectifs ?

Stephen O'Brien : La réunion a été très animée et a dépassé toutes les attentes; elle a aussi abouti à des résultats concrets. Je suis ravi qu'elle nous ait permis de mobiliser la volonté politique d'aller de l'avant.

Avant le sommet, vous aviez dit que les besoins humanitaires dans le monde étaient trop importants et qu'il fallait les réduire.

Aujourd'hui, il y a en tout 100 à 135 millions de personnes dans le monde qui sont dans le besoin. Ce nombre correspond environ à la population d'un pays comme le Japon qui est le 11^{ème} ou 12^{ème} plus grand pays au monde. Ces gens n'ont pas de drapeau, ils n'ont pas d'État. Ils disposent de peu d'argent. Ils vivent dans une extrême vulnérabilité et dans des conditions très difficiles. Donc il est vraiment important d'avoir à l'esprit le fait que si le nombre de ceux qui sont dans le besoin continue d'augmenter, les ressources disponibles actuellement ne suffiront pas. Cet écart doit être comblé. Soit nous réduisons les besoins, soit nous augmentons la quantité de ressources disponibles, soit nous adoptons les deux solutions.

Quelle est la plus probable ?

Nous devrions chercher à adopter les deux solutions parce que même si nous réduisons le nombre de conflits dans le monde, les besoins humanitaires continueront d'augmenter. Je pense à la Syrie, à l'Irak, au Yémen ou au Soudan du Sud aujourd'hui. Quatre-vingt pour cent des besoins humanitaires dans le monde sont dus à des

conflits causés par l'homme. Donc, plus nous pourrions mettre fin aux conflits ou les résoudre, mieux cela vaudra.

Il serait possible d'alléger le fardeau humanitaire si l'on empêchait ou résolvait les conflits, entend-on souvent dire. Le sommet a reconnu que la volonté politique est essentielle pour prévenir et mettre fin aux conflits. La volonté politique seule suffit-elle ?

La chose la plus difficile dans toute réunion est de susciter la volonté. Mais à la différence de la plupart des sommets, où l'on

cherche à mobiliser des fonds, le présent sommet a eu pour objet de susciter la volonté politique de faire avancer le Programme d'action pour l'humanité, énoncé dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU avant le sommet. Nous disposons donc d'un vrai plan pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables.

Il a aussi été question d'assurer un plus grand respect des droits de l'homme et du droit humanitaire. Cependant, comment un plus grand respect des droits de l'homme et du droit



humanitaire pourrait influencer sur la situation humanitaire ?

Il faut bien commencer quelque part, et l'un des principaux préalables est la volonté. Nous savons bien que, souvent, ces lois sont violées en toute impunité. Nous devons faire en sorte de mettre un terme à cette impunité. Et pour ce faire, nous avons besoin de la volonté de ceux qui ont adhéré à ces obligations pour que ces violations soient dénoncées et, le cas échéant, punies.

Le sommet étant terminé, qu'est-ce qui a vraiment changé pour un réfugié



Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonateur des secours d'urgence des Nations Unies.

AR/Paddy Ilos

syrien dans un camp en Asie ou ailleurs en Europe, ou au Sud-Soudan, au Mali, au Niger ou au Tchad ?

Tout d'abord, vous admettez le fait que les pays du monde se sont réunis pour mettre les affaires humanitaires au premier plan des préoccupations. Deuxièmement, vous reconnaissez qu'il peut se passer des choses bien précises lors d'un sommet, comme par

exemple le fait que nous faisons en sorte d'avoir l'engagement voulu et de disposer des fonds nécessaires pour l'éducation et l'aide d'urgence. Souvent, ce sont les enfants des personnes déplacées qui ne reçoivent pas d'éducation. Nous avons également assisté à l'adoption d'une charte à l'intention des personnes handicapées pour veiller à ce qu'elles reçoivent aussi une aide humanitaire qui réponde à leurs besoins. Ce sont donc quelques-uns des éléments concrets qui sont sortis du sommet. Ce sont des interventions importantes pour quiconque a actuellement besoin d'aide humanitaire.

Quand les engagements pris débouchent-ils sur des mesures concrètes ?

J'espère que dans les prochaines semaines ou les prochains mois, nous aurons des adeptes qui mèneront la charge afin d'opérer les changements nécessaires pour que nous puissions tenir au mieux nos engagements humanitaires. Il faut s'attendre à voir un réel changement dans la qualité et la quantité de l'aide humanitaire que nous sommes en mesure de fournir. Nous serons en mesure de travailler beaucoup mieux en collaboration avec nos partenaires du développement et avec l'ensemble de ce qu'on appelle maintenant un écosystème, au-delà de la famille des Nations Unies, y compris avec ceux qui contribuent de façon significative aux actions humanitaires.

Le Secrétaire général de l'ONU a dit qu'il était déçu par l'absence des dirigeants occidentaux. Pourtant, la plupart de leurs pays sont d'importants contributeurs financiers pour les interventions humanitaires. Leur absence a-t-elle eu un effet sur les résultats du sommet ?

Je ne pense pas, parce que 173 pays sur les 193 pays reconnus par les Nations Unies y ont assisté. Cinquante-cinq chefs d'État et de gouvernement étaient présents. Nous avons été très heureux que la chancelière allemande, Angela Merkel, représentant les pays du G7, ait été en mesure d'assister au sommet et d'apporter une contribution très importante. Elle a en fait formulé une grande partie de la réflexion qui a conduit l'Allemagne à se montrer si généreuse en accueillant autant de réfugiés récemment.

Fournir une assistance en temps opportun aux populations dans le

besoin nécessite des fonds, mais les demandes de financement sont rarement satisfaites dans leur intégralité. Comment se fait-il que, face à la souffrance humaine, il semble qu'il n'y ait pas assez de générosité pour sauver des vies ?

Je pense sincèrement que les citoyens du monde croient en l'apport d'un soutien humanitaire aux personnes gravement dans le besoin, où qu'elles soient, quelles qu'elles soient, et quelle que soit l'origine de leur besoin. Mais, bien sûr, même avec la générosité accrue du monde en faveur de l'action humanitaire, nous constatons que l'écart s'est creusé parce que les besoins deviennent exponentiels. S'il est vrai que le monde est généreux, sa générosité ne suffit toutefois pas pour répondre aux besoins. Nous devons donc veiller à combler cet écart. C'est la raison pour laquelle il est aussi important de réduire la demande que de s'efforcer d'augmenter les ressources disponibles.

Le sommet semble s'être mis d'accord sur un « grand compromis ». ?

C'est une sorte de conversation informelle qui a eu lieu entre un certain nombre de donateurs, des représentants de ceux qui étaient intéressés, les fournisseurs de l'aide humanitaire du système des Nations Unies et d'autres organismes ou entités telles que le Comité international de la Croix-Rouge. En échange d'une plus grande efficacité, productivité et transparence dans l'utilisation des ressources disponibles, nous devrions nous attendre à un financement pluriannuel.

Selon le Secrétaire général, le sommet a constitué un tournant décisif et non pas une fin en soi. Les prochaines grandes étapes ?

Alors que nous préparons le sommet qui devait réunir 9 000 participants, j'ai dit que ce serait un point de départ, un tournant décisif. Il s'est révélé être plus que cela ; il a servi de catalyseur à l'ambition et la détermination d'offrir davantage de ressources à ceux qui en ont besoin. Le Secrétaire général avait évidemment raison. Il s'agit bien d'un tournant décisif qui a contribué à nous faire prendre mieux conscience de ces besoins, mais aussi à renforcer notre capacité et notre impératif moral de chercher à les satisfaire. 🦋

L'Afrique au lendemain du Brexit

Les économies africaines pourraient être sévèrement affectées

PAR AMELIA TAN



Un travailleur décharge des boîtes de roses à la ferme horticole de Maridada à Naivasha, au Kenya.  Panos/Sven Torfinn

Dès 6h30 du matin, le 24 juin, moins de 12 heures après que le oui eut remporté le référendum sur le Brexit (la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne), le rand sud-africain subit les premiers effets de ce vote. Sa valeur chuta de près de 8%, passant de 14,33 à 15,45 contre le dollar, sa plus forte chute depuis la crise financière de 2008.

Ainsi les premières ondes de choc du Brexit venaient-elles d'atteindre les marchés mondiaux, et notamment ceux d'Afrique.

Sur les marchés africains, les investisseurs paniquèrent car de nombreuses économies (notamment celles de l'Angola, du Nigéria, de l'Afrique du Sud et de la Zambie) souffraient déjà de la baisse des prix des matières premières ainsi que d'une stagnation de la demande mondiale. Dans ces pays, le Brexit ne fit qu'envenimer les plaies pour des économies défailtantes.

Pour les experts, les suites de ce vote sont encore incertaines, et les gouvernements africains devront peut-être redéfinir

leurs relations commerciales et diplomatiques avec le Royaume-Uni post-Brexit et l'Europe.

Le Brexit affectera prioritairement le commerce et les investissements. La plupart des accords commerciaux que le Royaume-Uni a passé avec les pays africains ont été négociés par l'intermédiaire de l'UE. Ce qui signifie que ces accords ne seront plus en vigueur ou devront être renégociés lorsque le Royaume-Uni quittera l'UE pour de bon, ce qui devrait prendre deux ans à partir du moment où le pays annoncera officiellement son intention de se retirer.

Ce sera dès lors un moment difficile pour l'Afrique, car le Royaume-Uni ne concevra ni ne dirigera plus certaines des initiatives les plus importantes sur le continent lesquelles constituent le fondement de la coopération entre l'Europe et l'Afrique. Les accords commerciaux prennent souvent beaucoup de temps à négocier et les incertitudes inhérentes à la période de transition pourraient compliquer les exportations vers le Royaume-Uni.

Les marchés émergents et les marchés frontières seront également touchés. L'Afrique du Sud, ancienne colonie britannique et l'une des économies les plus développées du continent, pourrait notamment être durement touchée.

En règle générale, l'économie sud-africaine souffre dès que l'économie britannique décline. De nombreuses entreprises sud-africaines sont cotées à la bourse de Johannesburg et à celle de Londres, et plusieurs banques sud-africaines dépendent des réserves de liquidité britanniques. Le pays exporte 10% de sa production de vin vers le Royaume-Uni et les producteurs se préparent déjà aux pertes à venir.

Effets sur le commerce

L'Afrique du Sud, le plus important partenaire économique du Royaume-Uni, paiera le prix fort pour le Brexit.

Lorsque celui-ci sera effectif, le Produit intérieur brut (PIB) sud-africain pourrait diminuer de 0,1% du fait que le Royaume-Uni est le huitième plus

important marché d'importation et d'exportation de l'Afrique du Sud en terme global, d'après les données de 2015. L'économie se retrouverait alors dans une spirale descendante, prédisent Raymond Parsons et Wilma Viviers, professeurs à l'Université North-West en Afrique du Sud.

Le Brexit risque d'imposer au PIB du Royaume-Uni une baisse cumulative de 2,75 points de pourcentage au cours des 18 prochains mois, estiment Jan Hatzius et Sven Jari Stehn, économistes de la banque d'investissement Goldman Sachs. La baisse du PIB pourrait aller jusqu'à 1%, prévoient-ils, ce qui constituerait une récession, définie comme deux trimestres consécutifs de croissance négative.

Larry Fink, président de la plus grande société de gestion d'actifs dans le monde, BlackRock, est du même avis, et souligne que le Brexit pourrait entraîner un ralentissement des échanges commerciaux avec l'UE, une baisse de confiance des investisseurs et une recrudescence du chômage.

Cela ne présage rien de bon pour l'Afrique du Sud, ni pour les autres principaux partenaires commerciaux africains du Royaume-Uni, notamment le Nigéria, le Kenya et l'Égypte.

Le Nigéria

Après l'Afrique du Sud, le Nigéria constitue le deuxième partenaire commercial africain du Royaume-Uni, le Kenya arrivant en troisième place.

Avant le Brexit, les échanges bilatéraux entre le Nigéria, première économie d'Afrique, et le Royaume-Uni se montaient à environ 6 milliards de livres (7,9 milliards de dollars) et devaient atteindre les 20 milliards (26,6 milliards de dollars) d'ici à 2020. Cette prévision paraît à présent excessivement optimiste.

Le Nigéria fait face à une baisse des prix du pétrole, sa première source de revenu. Les produits chimiques bruts et les matériaux associés représentent près d'un quart des échanges commerciaux du Nigéria avec le Royaume-Uni. Une réduction éventuelle de la demande de pétrole couplée à une baisse des prix pourrait réduire les perspectives de redressement de l'économie nigériane.

Tunji Andrews, économiste vivant à Lagos, estime que le Nigéria ne pourra pas compter sur l'UE pour compenser la

différence de revenus si l'économie britannique entre en récession.

Le Kenya

Le Kenya, troisième partenaire économique du Royaume-Uni en Afrique, pourrait souffrir d'une fuite de capitaux qui entraînerait une chute des exportations. La monnaie kényane s'en trouverait affaiblie et les exportations deviendraient plus coûteuses pour un pays dont les dépenses d'importation ont déjà augmenté de 10% au cours des cinq dernières années.

L'industrie très lucrative des fleurs, pour laquelle le Royaume-Uni constitue le second marché d'exportation après les Pays-Bas, pourrait souffrir. Un accord commercial sur l'exportation des fleurs entre le Kenya et l'UE était en cours de négociation avant le vote du Brexit.

Si la négociation d'un accord commercial entre la Communauté d'Afrique de l'Est et l'UE est bloquée par le Brexit, le Kenya risque de perdre des milliards de shillings, ce qui pourrait fragiliser les exportations du pays.

56,6 milliards d'investissements directs en Afrique en 2014.

Outre ses effets directs sur le commerce, le Brexit devrait perturber l'aide au développement versée à l'Afrique par le Royaume-Uni, dont la contribution au Fonds européen de développement (FED), destiné au soutien du développement dans les pays pauvres, est de 409 milliards de livres (543 millions de dollars), soit 14,8% du budget du FED. Les projets financés par l'UE tels la construction de routes dans des pays comme la Tanzanie pâtiront de cette absence de contribution britannique.

Le Royaume-Uni peut financer directement des projets en Afrique, mais il ne peut soutenir qu'un petit nombre de pays, indique Kevin Watkins, consultant de longue date auprès de la Brookings Institution. Une économie britannique boiteuse dont la monnaie risque d'être affaiblie ne fournira sans doute pas le

même niveau d'aide à des pays tels que l'Éthiopie et la Sierra Leone qui en sont fortement tributaires. Ainsi, en 2014, selon la Banque mondiale, le Royaume-Uni a versé 238 millions de livres (416 millions de dollars) à la Sierra Leone, représentant 6,8% de l'économie de ce pays. La même année, l'Éthiopie a reçu 322 millions de livres (425 millions de dollars), soit 0,8% de l'économie éthiopienne.

En dehors des exportations et de l'aide internationale, le ralentissement de l'économie britannique pourrait affecter les envois d'argent de la diaspora africaine au Royaume-Uni, qui constituent une injection bienvenue de liquidités pour les économies africaines. En 2014, ce sont les immigrants nigériens au Royaume-Uni qui ont envoyé le plus d'argent au pays, soit 3,7 milliards de dollars.

Les perspectives de changement

Si certains craignent que le Brexit perturbe les économies africaines, d'autres experts y voient une chance d'évolution positive pour des pays comme la Libye ou le Zimbabwe, qui sont actuellement soumis à des sanctions européennes soutenues par le Royaume-Uni, selon le quotidien zimbabwéen *The Herald*. Du fait du Brexit, l'UE pourrait vouloir revoir ces sanctions et réamorcer des échanges avec les pays concernés.

Heureusement pour l'Afrique, il existe d'autres sources d'aide. Ses échanges commerciaux avec l'Europe, estimés à 106 milliards de dollars en 2016, sont aujourd'hui bien moindres qu'avec la Chine, son premier partenaire économique avec 300 milliards de dollars d'échanges.

La Banque mondiale confirme que la Chine est devenue « le premier partenaire d'exportation » de l'Afrique subsaharienne en 2013, représentant 27% des exportations de la région « contre 23% pour l'UE et 21% pour les États-Unis. » Bien qu'elles n'atteignent que 9%, les exportations de la région vers l'Inde connaissent la plus forte augmentation.

L'Afrique pourra donc se permettre de se tourner vers la Chine, les États-Unis, le Brésil et l'Inde et de renforcer ses échanges commerciaux avec ces pays, si ses relations économiques avec le Royaume-Uni ou l'UE se compliquent en raison du Brexit. Pour le continent, il serait donc prématuré de paniquer. 🇵🇹

Passeport panafricain, au-delà des frontières

L'Union Africaine lance un passeport continental alors que le Brexit ferme des portes

PAR TONDERAYI MUKEREDZI

L'image du président rwandais Paul Kagamé et du Président tchadien Idriss Deby brandissant fièrement les deux premières copies du passeport panafricain au sommet de l'UA le mois dernier à Kigali, capitale du Rwanda, fait partie de ces rares moments historiques.

Avec le lancement de ce nouveau document panafricain, le continent fait un pas de plus vers la libre circulation des biens et des personnes, là où l'UE recule avec la décision des électeurs britanniques de sortir de l'Union européenne.

L'UA distribuera ce nouveau passeport biométrique ou électronique uniquement aux chefs d'état africains, ministres des affaires étrangères, et diplomates accrédités par son siège à Addis-Abeba en Ethiopie. Il portera les mentions de l'UA et du pays émetteur. Les gouvernements africains devraient les offrir à leurs citoyens d'ici 2018.

Beaucoup considèrent cette mesure comme tardive étant donné que les citoyens des 15 états membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) bénéficient d'une exemption de visa de 90 jours depuis la fin des années 1970.

Les visas au Ghana

L'UA lance son nouveau passeport au moment où le Ghana a commencé à délivrer des visas à l'arrivée aux citoyens des 54 pays d'Afrique : un progrès pour ce pays membre de la CEDEAO qui n'accordait jusqu'à présent des exemptions de visa qu'aux citoyens de l'organisation régionale.

D'après les résultats 2016 de l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique de la Banque africaine de développement (BAD), les Africains ont encore besoin d'un visa pour voyager dans 55% des pays d'Afrique. Seuls 13 pays sur les 54 au total

ont une exemption de visa ou accordent un visa à l'arrivée.

Les intégrationnistes considèrent que les restrictions à la libre circulation des personnes nuisent à l'idéal d'une "Afrique unie" et à l'esprit de l'Agenda 2063 de l'UA. Ils soutiennent que les exemptions de visa favorisent les échanges commerciaux, les investissements intra-africains et la création d'emplois.

Pour l'instant, la République des Seychelles est le seul pays qui n'exige pas de visas pour l'ensemble des pays africains. Le Ghana, l'Ile Maurice, le Rwanda et la Namibie ont fait de grandes avancées, suivies de notables progrès au Zimbabwe et en Namibie.

Depuis le mois de mars, il n'est plus nécessaire pour les citoyens membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) d'obtenir un visa pour se rendre au Zimbabwe. Le pays fait déjà partie des neuf Etats qui délivrent des e-visas permettant aux visiteurs de faire les démarches en ligne puis de payer à l'arrivée.

En mai, la Namibie a supprimé les visas pour les détenteurs d'un passeport diplomatique ou officiellement émis par un état membre de l'UA. Les exemptions ne s'appliquent pas encore à tous les Africains mais elles semblent présager la libre circulation des personnes sur le continent.

L'Afrique australe, la troisième région la plus ouverte de l'Afrique, accueille le plus grand nombre de voyageurs en provenance du monde entier sans restriction de visas, tandis que l'Afrique de l'Est est la région qui délivre le plus de visas.

Le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda délivrent un visa touristique Afrique de l'Est, une initiative commune pour les citoyens des trois pays. Dans les prochains mois, il n'est d'ailleurs pas exclu que le Rwanda suive l'exemple des Seychelles puisqu'une étude en cours pourrait



recommander d'exempter l'ensemble des citoyens africains de visa. Le Burundi et la Tanzanie ont choisi de rester en dehors de l'initiative pour des raisons de sécurité.


Yves Butera, porte-parole de la Direction générale de l'immigration et de l'émigration au Rwanda, affirme que la levée des restrictions de visas favoriserait l'unité africaine et aiderait le continent à ne plus dépendre de l'aide financière extérieure. "L'idée d'une Afrique aux frontières transparentes est la voie à suivre. L'Afrique bénéficie de nombreuses ressources naturelles, notamment de minéraux et de terres fertiles. En cumulant nos forces, nous pourrions vivre sans l'aide financière des pays occidentaux et européens," a-t-il dit à *Afrique Renouveau*.

M. Butera a ajouté que grâce à la politique non restrictive de visas, davantage de voyageurs ont pu visiter le Rwanda, stimulant ainsi le commerce, le développement et la création d'emplois.

"Nous soutenons la délivrance de visas à l'arrivée; si cela s'avère nécessaire, nous supprimerons les visas afin que les gens puissent librement se rendre au Rwanda et dans d'autres pays africains. Une politique ouverte de visas facilite les échanges commerciaux et permet aux investisseurs d'entrer facilement au Rwanda, ce qui crée des revenus et des emplois."

Il encourage les autres pays d'Afrique à adopter des politiques d'exemption, qui ont notamment permis au Rwanda d'être classé



Paul Kagamé, le président rwandais, Idriss Déby, son homologue tchadien, et Nkosazana Dlamini-Zuma, la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) exhibant leurs passeports pan-africains tout neufs au sommet de l'UA à Kigali en juillet 2016.  Union africaine

parmi les trois premiers pays dans lesquels il est le plus facile de faire des affaires d'après l'indice de la Banque mondiale. Un tel classement signifie que l'environnement réglementaire est favorable à la création et au développement des entreprises.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) souligne que l'Afrique a fait des progrès significatifs afin de simplifier la procédure de délivrance des visas depuis 2008.

“En 2008, les Africains représentaient en moyenne 88% de la population mondiale qui avait besoin d'un visa. Ce chiffre est passé à 57% en 2015 car de nombreux pays africains ont introduit des mesures telles que le visa à l'arrivée ou le e-visa”, a commenté Rut Gomez Sobrino, attaché de presse à l'OMT, lors d'un entretien avec *Afrique Renouveau*.

“Les études de l'OMT ont montré les nombreux avantages d'une procédure de demande de visas touristiques simplifiée, tels que l'augmentation des revenus et le renforcement de l'intégration régionale. Nous sommes très heureux de constater les progrès en Afrique”, a-t-il ajouté.

Cette affirmation est corroborée par les résultats 2016 de l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique de la BAD qui souligne que, depuis la suppression des permis de travail pour les citoyens de la Communauté d'Afrique de l'Est dans le cadre de sa politique d'ouverture en matière de visas, les échanges commerciaux du Rwanda avec

le Kenya et l'Ouganda ont augmenté d'au moins 50%, tandis qu'avec la politique de visas à l'arrivée, les visites africaines ont crû de 22% par an en moyenne. En revanche, les étrangers peuvent payer jusqu'à 100 dollars pour obtenir un visa touristique Afrique de l'Est de 90 jours ou 30 dollars pour un visa à l'aéroport au Rwanda.

Pour qu'une Afrique aux frontières transparentes réussisse, il est impératif, affirme l'OMT, de continuer à encourager la suppression des visas, la libéralisation progressive des compagnies aériennes, la promotion des initiatives qui réduisent l'attente telles que les postes frontières à entrée unique, et la création de moyens de transports interrégionaux et internationaux. Un poste frontière à entrée unique fusionne des doubles points de passage frontaliers afin de réduire les coûts et faciliter le déplacement des personnes et des marchandises.

Quels sont les risques?

Les principaux risques seraient l'augmentation des atteintes à la sécurité nationale, une plus forte exposition aux conflits régionaux, la propagation des crises sanitaires et le déplacement massif des personnes sans emploi. Les économies africaines les plus prospères attirent un grand nombre de migrants en provenance des pays pauvres. Le manque d'infrastructures technologiques et l'incapacité à délivrer des passeports biométriques, seuls 13 des 54 pays

d'Afrique en sont capables, risquent de poser problème.

Cependant, l'Ile Maurice, le Rwanda, les Seychelles et les pays de la CEDEAO ont démontré les effets économiques positifs des politiques ouvertes en matière de visas ainsi que la possibilité pour les gouvernements de faire face aux défis sécuritaires et aux migrations économiques en investissant dans les nouvelles technologies pour des systèmes efficaces de gestion des voyageurs et des contrôles aux frontières intégrés.

Pour une intégration complète, les politiques ouvertes en matière de visas devraient également être accompagnées de la libre circulation des biens et de l'abolition des barrières tarifaires.

D'après la Banque mondiale, les coûts du commerce intra-africain sont environ 50% plus élevés qu'en Asie de l'Est et figurent parmi les coûts infrarégionaux les plus élevés des pays en développement. Dans une note de décembre 2015 intitulée “Renforcer l'intégration africaine : le commerce intra-africain pour le développement et la réduction de la pauvreté”, Anabel Gonzalez, Directrice de la concurrence à la Banque mondiale, souligne qu'en raison de ces coûts élevés, l'Afrique s'est intégrée au reste du monde beaucoup plus vite qu'elle n'a pu le faire avec elle-même.

Selon elle, une intégration régionale effective doit aller au-delà de la suppression des barrières tarifaires : il faut résoudre les problèmes qui paralysent les activités quotidiennes des producteurs et des importateurs avec des réformes réglementaires et des institutions dédiées.

L'Afrique s'engage sur une voie à laquelle l'UE semble avoir renoncé suite au Brexit et au sentiment anti immigration qui s'empare de l'Europe. La majorité des citoyens africains souhaite un continent davantage intégré, malgré des poussées de xénophobie. L'intégration commence avec la liberté de circulation des personnes et des services.

Le nouveau passeport de l'UA apporte une pierre importante à l'édifice que l'Afrique est en train de construire et qu'incarne l'Agenda 2063. 🦋



Des diamants bruts de Mbuji-Mayi en République démocratique du Congo.  Panos/Marc Schlossman

RDC : Le réveil d'un géant

End dépit des conflits, la région de Grands lacs continue d'attirer des investissements

PAR FRANCK KUWONU

La plupart des titres d'actualité sur la République démocratique du Congo (RDC) ont une chose en commun : ils mettent l'accent sur la guerre, en particulier dans l'Est du pays. Il faut dire que les conflits armés ne sont pas nouveaux en RDC, où ils ont éclaté sous différentes formes au cours des trois dernières décennies.

Ces derniers temps toutefois, ce sont les élections présidentielles prévues pour novembre qui concentrent les inquiétudes. Elles opposeront l'actuel président Joseph Kabila à l'ancien gouverneur Moïse Katumbi, ancien allié du premier et devenu son rival. Au pouvoir depuis 2001, le président Kabila, qui a déjà remporté les élections en 2006 et 2011 est, a priori,

tenu par la limite du nombre de mandats de se retirer.

Parallèlement, la récente condamnation par la Cour pénale internationale basée à La Haye, de Jean-Pierre Bemba, ancien commandant d'un mouvement de rébellion, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité vient rappeler les épisodes les plus tragiques de ces violents conflits – utilisation d'enfants soldats, exploitation sexuelle, viols et pillages – qui ont affligé la RDC et certaines parties de la région des Grands Lacs au cours des vingt dernières années.

Cependant, en dépit de ces funestes événements et de son passé sanglant, le pays a vu son économie croître de façon presque inaltérée. À l'exception

d'une crise en 2009, où la croissance ne fut que de 2,8%, l'économie a connu une croissance de 7,7% en moyenne au cours des cinq dernières années. Selon la Banque mondiale, il s'agit d'un taux « bien supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne. » En 2016, ce taux devrait atteindre les 8%, ce qui fera de la RDC l'un des pays à la plus forte croissance économique au monde.

Minerais et investissements

La RDC n'est peut-être pas le pays le plus développé de la région des Grands Lacs, mais ses ressources minérales riches et variées offrent un énorme potentiel de développement. Le pays est un important producteur de cobalt, de cuivre, de

diamants, de coltan et d'étain sur les marchés mondiaux.

Le cobalt sert à fabriquer des aimants et des turbines – à moteur ou à gaz – du fait de sa résistance aux températures élevées. Selon les statistiques 2013 du Service géologique des États-Unis, la RDC fournit 48% du cobalt mondial et détient près de 47% des réserves mondiales de cobalt.

Le coltan, de son nom savant *columbite tantalum*, est utilisé dans les appareils portables comme par exemple les téléphones et les prothèses chirurgicales en raison de sa résistance à la corrosion. Il est également utilisé dans les ordinateurs portables, les récepteurs d'appel et tous les autres appareils électroniques qui comportent des circuits imprimés miniatures.

Selon la Banque mondiale, l'économie de la RDC devrait résister à l'affaiblissement de la croissance économique mondiale ainsi qu'à la baisse de la demande et des prix des minerais, en raison de l'augmentation des investissements publics et privés, en particulier dans les infrastructures, qui ont accompagné le boom récent du secteur minier. L'investissement direct étranger annuel en RDC est en moyenne de 2,07 milliards de dollars, bien qu'il ait chuté à 1,7 milliard en 2015, selon le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2016*, publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Au-delà du Congo

Pour soutenir la remarquable croissance économique de la RDC, l'ONU, qui a déployé une force de maintien de la paix opérant dans l'est du pays, a organisé une conférence sur les investissements afin de promouvoir la RDC et la région des Grands Lacs comme un pôle d'investissement attractif.

Réunie en septembre 2013, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs – un groupe de 12 pays ayant pour but de promouvoir une paix et un développement durables dans la région – a, de concert avec l'Afrique du Sud, adopté un accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération sous l'égide de l'ONU.

Les 13 pays se sont engagés à « renforcer la coopération régionale,

y compris à travers l'intégration économique en accordant une attention particulière à la question de l'exploitation des ressources naturelles. »

En février 2016, des représentants des 13 pays se sont réunis à Kinshasa pour discuter des possibilités en matière d'investissement, notamment de plus d'une vingtaine de projets de développement en attente de financement immédiat. Leur objectif était d'attirer les investissements privés internationaux en RDC grâce aux ressources foncières et minérales du pays, puis dans le reste de la région.

En soulignant l'attractivité économique de la région, les pays des Grands Lacs mettent en avant ce qu'ils appellent les « sept moteurs essentiels de croissance économique » dans la région : des ressources naturelles prodigieuses, une abondance de terres cultivables, des ressources en eau et une demande croissante de denrées alimentaires; une population jeune en croissance rapide; une classe moyenne de plus en plus nombreuse et éduquée; une multiplication des marchés d'exportation, des partenaires commerciaux et des donateurs; une amélioration de la gouvernance et de l'environnement financier; une attention particulière accordée au développement des infrastructures; et un taux de retour sur investissement très élevé.

La région des Grands Lacs peut se vanter de posséder 244 millions d'hectares de terres cultivables, d'après *Investir dans la région des Grands Lacs : document sur les possibilités en matière d'investissement*, un rapport que les 13 pays ont fait réaliser pour convaincre les investisseurs internationaux. Alors que la demande alimentaire augmente dans le monde, l'exploitation des terres cultivables de la région peut permettre d'accroître la production alimentaire destinée à la consommation nationale et mondiale, indique le document.

Le fort taux de retour sur investissement est l'une des autres raisons majeures d'investir en RDC et dans la région. S'il n'existe pas de chiffres précis, un guide d'exploitation minière pour la RDC rédigé en 2014 par KPMG, un cabinet international de conseil financier, estime que le secteur minier du pays représente une « opportunité à haut risque et à haut rendement ».

Regarder vers l'avenir

Les investisseurs profitent des politiques gouvernementales mais les Congolais savent que leur pays est encore un pays pauvre qui peine à sortir d'un long conflit. La RDC possède l'un des revenus nationaux bruts par habitant les plus faibles au monde et se situe à la 176^{ième} place sur 188 pays de l'Indice de développement humain de l'ONU.

Répondant aux critiques selon lesquelles la croissance économique n'a pas d'impact social, le Premier ministre du pays, Augustin Matata Ponyo, estimait sur les ondes de la radio française Radio France Internationale, que les progrès économiques « ont permis de multiplier par quatre le budget de l'éducation » au cours des dernières années.

La dernière évaluation de la Banque mondiale montre que le taux de pauvreté du pays, bien que toujours élevé, est passé de 71% en 2005 à 63% en 2012. Grâce aux politiques avisées de la Banque centrale, le taux d'inflation, qui était de 53% en 2009, a diminué de 3% en 2012, puis de 1% chaque année depuis lors.

S'il est peu probable que le conflit à l'est prenne rapidement fin, les perspectives économiques du pays demeurent bonnes en dépit des craintes. 🇷🇵

Chiffres-clés

48%

de l'offre globale de cobalt assurée par la RDC

47%

des réserves mondiales de cobalt sont en RDC

17%

de l'offre globale de coltan assurée par la RDC

8%

est la croissance économique attendue en 2016 en RDC

Mégaprojets en Afrique de l'Est

Routes, chemins de fer, port et oléoducs pour intégrer la région

PAR WANJOHI KABUKURU



Des ouvriers près de Turbi au Kenya travaillent sur le chantier de l'autoroute devant relier le Kenya à l'Éthiopie. © Wanjohi Kabukuru

L'immeuble vitré à plusieurs étages soutenu par de grandes arches de pierre à Lamu, la ville côtière historique du Kenya ; c'est le siège du mégaprojet de corridor de transport Lamu-Soudan du Sud-Éthiopie (LAPSSET). Il devrait relier le Kenya à l'Éthiopie, à l'Ouganda et au Soudan du Sud.

Ce projet d'envergure qui se chiffre à 25 milliards de dollars prévoit de relier les quatre pays par une voie ferrée, une autoroute, un oléoduc et un câble de fibre optique. Le projet comprend également plusieurs aéroports, des stations balnéaires, une raffinerie de pétrole, un port à Lamu et bien d'autres petits projets d'infrastructures.

Une fois construite, la voie ferrée du projet LAPSSET permettra de rejoindre

le corridor d'Afrique de l'Ouest Douala-Lagos-Cotonou-Abidjan qui traverse le Cameroun, le Nigéria, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Les experts considèrent que ce projet porte la vision d'intégration régionale de l'Union africaine (UA) qui envisage un continent en paix, prospère et intégré économiquement d'ici à 2063. Depuis l'Assemblée générale de l'UA en 2015, le projet fait partie de l'Initiative présidentielle des champions des infrastructures de l'UA (PICI).

Un début prometteur

La construction d'un second port à Lamu, plus grand que le port actuellement saturé de Mombasa, est également prévue afin de promouvoir le Kenya comme une plaque

tournante logistique pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique.

Le projet semble prometteur mais est longtemps resté au placard. Conçu en 1972, soit neuf ans après l'indépendance du Kenya, la jeune république n'avait pas les moyens de ses ambitions. En 2008, il a été remis à l'ordre du jour par le président Mwai Kibaki qui espérait qu'une partie des 16 milliards serait financée par les budgets nationaux.

En mars 2012, le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi et le président Kibaki se sont rendus à Lamu pour poser la première pierre de l'édifice.

Le Kenya a d'abord reçu des garanties financières de la part d'investisseurs privés étrangers. Cependant, certains

pays comme le Brésil, la Chine, l'Union européenne, l'Inde, le Japon, le Qatar ou la Corée du Sud, n'ont pas respecté leurs engagements. L'Éthiopie, le Kenya, et le Soudan du Sud ont donc été contraints de mobiliser leurs ressources propres. Le Kenya a été contrarié par le manque d'intérêt dont ont fait preuve les investisseurs étrangers et par les pressions exercées par le Soudan du Sud qui ne manquait pas de se plaindre ouvertement de la lenteur du projet. Riche en pétrole, le Soudan du Sud est en effet soumis par son voisin, le Soudan, à des frais de transit élevés sur ses exportations pétrolières. Indépendant depuis peu, le pays souhaiterait pouvoir bénéficier des tarifs moins élevés du corridor LAPSSET pour ses exportations vers l'Inde et l'Extrême Orient.

Le gouvernement kényan a donc décidé d'assumer seul les coûts du projet LAPSSET qui sont passés de 16 milliards de dollars à 24,7 milliards, en y allouant 16% de son budget 2016/2017. Il a opté pour un schéma financier qui lui permettait de régler les 24 milliards de dollars en plusieurs fois. La première phase du projet sera la construction de 32 postes d'accostage pour le port de Lamu. Le même schéma a été adopté pour les routes, la voie ferrée, la raffinerie de pétrole, les stations balnéaires, et trois aéroports.

En 2013, l'entreprise de construction publique chinoise China Communications Construction a remporté un contrat de 478,9 millions de dollars afin de construire les trois premiers postes d'accostage d'ici 2019.

D'après M. Kasuku, plus de 5 000 emplois ont été créés depuis le lancement du projet en 2012. Mais reste à savoir à qui bénéficie de cette création d'emplois. Les emplois juniors de première catégorie requièrent une instruction et une formation dont les habitants de la région sont pour la plupart dépourvus. Les opportunités de seconde catégorie, telles que les échanges et le commerce locaux informels, risquent de ne pas profiter immédiatement à la population locale, qui n'a ni accès au capital ni aux prêts bancaires.

Au-delà du financement de ce mégaprojet, le gouvernement kényan a dû gérer les préoccupations environnementales et dédommager les propriétaires dont les terres seront traversées par les routes et la voie ferrée.

En 2008, lorsque le projet est redevenu d'actualité, les activistes environnementaux ont dénoncé le fait que l'écosystème fragile de Lamu risquait d'être menacé par la destruction de la mangrove, la pollution pétrolière et la dégradation de la vieille ville. L'absence d'indemnités pour les propriétaires et le manque d'implication de la communauté dans le processus de planification des travaux ont également provoqué des hostilités vis-à-vis du projet.

En 2012, les habitants de Lamu se sont rassemblés au sein du collectif « Sauvez Lamu » et ont attaqué le gouvernement kényan en justice.

La vieille ville de Lamu qui date du 14^{ème} siècle, a quant à elle été inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2001. Il s'agirait, selon l'UNESCO, du « plus ancien et mieux préservé lieu de peuplement swahili d'Afrique de l'Est », habité sans interruption depuis plus de 700 ans. Dix ans plus tard, l'UNESCO a pressé le gouvernement kényan de tenir compte du patrimoine culturel et naturel de l'île lors de la mise en œuvre du projet LAPSSET.

Cependant, le scepticisme initial cède rapidement face à l'espoir de relancer l'économie locale et régionale.

« Nos vies ont changé. Nous avons pour habitude d'entendre parler du projet de port. Nous n'avions pas imaginé le voir un jour », dit Jaffar Athumani, un habitant de Lamu. Il ajoute : « Au début, les gens avaient peur que le gouvernement procède à des expropriations sans aucune indemnité. Nous nous sommes donc dressés contre le projet. La situation est différente maintenant. »

Depuis que le gouvernement a versé une compensation d'environ 8,8 millions de dollars aux 154 familles propriétaires, l'enthousiasme de M. Athumani est partagé. En 2014, la Commission foncière nationale du Kenya a mis en place un régime indemnitaire pour des douzaines de propriétaires fonciers et de pêcheurs qui ont reçu en moyenne 50 000 dollars. De plus, environ 5 000 pêcheurs ont été équipés de bateaux de pêche mécanisés et de matériel, et les industries de la pêche se sont installées à Lamu.

La chance semble finalement sourire à Lamu depuis que des donateurs se sont rassemblés en mai 2016 pour mobiliser

20 milliards de dollars. Ce rassemblement a été formalisé par la création du Partenariat d'investissement en faveur du développement durable (SDIP) lors de l'ouverture du Forum économique mondial.

Le centre africain du SDIP mobilisera des financements publics et privés, de la part des gouvernements, des investisseurs, des banques ou encore des fondations philanthropiques.

À titre d'exemple, on compte parmi ses membres la Fondation Bill et Melinda Gates, la Citi Foundation, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, la Banque de développement de l'Afrique australe, la Deutsche Bank, East Capital, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d'investissement.

On compte parmi les autres bailleurs de fonds la banque HSBC, la Société de développement industriel de l'Afrique du Sud, la Banque interaméricaine de développement, la Société financière internationale, Investeringstjenesten for Udviklingslande, Meridiam Infrastructure, l'Agence multilatérale de garantie des investissements, Sumitomo Mitsui Banking Corporation et la Standard Chartered.

Le gouvernement ayant renouvelé son engagement vis-à-vis du projet et les investisseurs internationaux envoyant des signaux positifs, LAPSSET deviendra bientôt réalité. 🇰🇪

Les projets LAPSSET

Le Port de Lamu	
Chemin de fer	
Autoroute	
Oléoducs	
Raffinage	
Stations balnéaires	
Aéroports	



Éoliennes à Mahé aux Seychelles. © AP/J.W.Alker

Vers une industrialisation verte en Afrique ?

Seule option pour un développement continu de l'Afrique

PAR KINGSLEY IGHOBOR

Pour les défenseurs de l'environnement et les experts en matière de développement, le vert n'est pas seulement une couleur. C'est un mot qui évoque aussi les activités bénéfiques pour l'environnement et l'utilisation raisonnée des ressources terrestres.

Les conseillers politiques africains surfent déjà sur la vague verte et font de « l'industrialisation verte » ou « écologique » le Graal de la transformation socioéconomique du continent. Selon eux, incorporer des initiatives « vertes » dans les activités de la chaîne de valeurs – dans l'extraction et le traitement des matières premières, ou la commercialisation et la vente des produits finis aux clients – peut permettre de sortir de la stagnation économique.

« L'industrialisation verte est la seule voie possible pour l'Afrique... C'est une condition préalable à la réalisation d'une croissance durable pour tous », souligne le *Rapport économique 2016 sur l'Afrique* :

vers une industrialisation verte en Afrique, publié par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Ces initiatives vertes feront passer l'Afrique du statut d'acteur périphérique à celui d'acteur central de l'économie mondiale, expliquait en avril dernier Fatima Denton, directrice de la Division des initiatives spéciales de la CEA, à l'occasion de la semaine du développement africain à Addis-Abeba.

Les défenseurs d'une industrialisation verte de l'Afrique s'inspirent à la fois des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les dirigeants du monde entier en septembre 2015 et de l'Accord de Paris sur le climat adopté en décembre 2015, qui tous deux soutiennent les initiatives vertes.

La production et l'utilisation d'énergie contribuant pour 87 % au total des émissions de dioxyde de carbone générées par l'activité humaine, la réduction de l'exploitation de combustibles fossiles se retrouve

au centre des préoccupations des défenseurs des initiatives vertes. Les carburants fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) produisent du gaz carbonique, du méthane et de la vapeur d'eau, qui contribuent tous au réchauffement climatique.

Il pourrait cependant s'avérer difficile de persuader des pays africains comme l'Angola et le Nigéria, eux-mêmes exportateurs de pétrole et de gaz naturels, de limiter l'exploitation des énergies fossiles. Le pétrole représente plus de 90 % des exportations et au moins deux tiers de leurs budgets.

Ces pays craignent que les restrictions imposées aux investissements dans les énergies fossiles ne nuisent gravement à leurs économies, même si les défenseurs de l'écologie continuent d'insister sur le fait que l'avenir réside dans les énergies renouvelables dont l'Afrique dispose en abondance, qu'elles soient d'origine solaire, éolienne, pluviale, marémotrice ou géothermale.

Les pays africains doivent tirer parti « des innovations, des nouvelles technologies et des nouveaux modèles économiques qui optimisent l'utilisation des ressources naturelles, » note encore le rapport 2016 de la CEA.

Kandeh Yumkella a été Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'initiative « Énergie durable pour tous ». Il propose une approche médiane en recommandant à l'Afrique d'adopter une stratégie énergétique qui tienne compte de tous les éléments qui précèdent. « Pourquoi brûler du gaz ? Pourquoi ne pas se servir du gaz pour produire de l'énergie ? » s'interroge-t-il tout haut dans un entretien avec *Afrique Renouveau*.

À contrecœur

D'un point de vue global, les pays ont toujours été lents à adopter les technologies vertes « du fait d'une croyance bien ancrée selon laquelle les normes environnementales menacent la compétitivité », explique Michael E. Porter, professeur d'administration des affaires à l'université de Harvard, dans un article cosigné par Claas van der Linde et publié dans la *Harvard Business Review*.

En octobre 2011, lors de la Conférence économique africaine d'Addis-Abeba, les économistes Salifou Issoufou du Fonds monétaire international et Nama Ouattara de la Banque mondiale ont présenté devant une salle comble les résultats d'une recherche intitulée « *Les investissements verts augmentent-ils la productivité ?* ». Les investissements verts font baisser la productivité, ont-ils répondu devant une audience interloquée, composée de nombreux décideurs du continent. L'Afrique doit donc « faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'investir à grande échelle dans les technologies vertes », ont recommandé les deux chercheurs.

Le principal problème posé par les « investissements verts », explique le document présenté, est leur coût qui, ajouté à la réglementation, fait qu'ils ne suscitent que très peu d'intérêt.

Autre argument mis en avant : l'Afrique étant le continent qui contribue le moins au réchauffement climatique, les pays du continent ne devraient pas avoir à adopter des politiques de lutte contre ce réchauffement – et l'on ne devrait pas

non plus attendre d'eux qu'ils mettent en œuvre de telles politiques.

Rentabilité

En 2011, les recherches de M. Issoufou et Mme Ouattara avaient refroidi les attentes vis-à-vis de l'industrialisation verte. Depuis, « l'économie verte » est passée à la vitesse supérieure grâce notamment aux innovations technologiques qui ont considérablement fait baisser le coût des énergies renouvelables. En outre, la chute des prix des matières premières, minières notamment, a précipité certaines économies africaines, telles que l'Angola, le Nigéria et l'Afrique du Sud, dans le chaos et forcé plusieurs pays à étudier les possibilités offertes par l'industrialisation verte.

Les gouvernements ont joué un rôle moteur en poussant la croissance des énergies renouvelables – en particulier celles du solaire et de l'éolien – dans le secteur de la production électrique, y compris dans de nombreux pays d'Afrique. Début 2016, 173 pays s'étaient fixé des objectifs en énergies renouvelables et 146 pays disposaient de politiques de soutien à ces énergies. Les villes, les communautés et les entreprises sont à la pointe d'un mouvement « 100 % renouvelable » en plein essor, et jouent un rôle vital dans l'avènement d'une transition énergétique au niveau mondial.

Parmi les autres facteurs de croissance, il faut citer l'amélioration de l'accès aux financements, les inquiétudes sur la sécurité énergétique et sur les questions environnementales, et la demande croissante en services énergétiques modernes dans les économies en développement et émergentes.

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, Carlos Lopes, est optimiste : « Nous avons la capacité d'accéder aux énergies renouvelables à une période où le prix de production de ces énergies est comparable à celui de la production de combustibles fossiles. »

Le triple indice

Selon le professeur Mark Swilling, du Centre d'étude des énergies renouvelables et durables de l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud, la valeur ajoutée des énergies renouvelables est essentiellement due à leur impact positif sur ce qu'on appelle le « triple indice » de rentabilité, qui intègre les profits d'une entreprise,

ses activités de responsabilité sociale et sa responsabilité environnementale.

La capacité de l'Afrique à « brûler les étapes » (« *leapfrogging* », selon le vocable à la mode dans les forums économiques) offre au continent un avantage économique significatif. En d'autres termes, les pays africains qui mettent en œuvre des initiatives vertes n'auront pas à traverser toutes les étapes technologiques intermédiaires : il leur suffira d'accéder directement à la dernière innovation disponible sur le marché. On peut donc s'attendre à ce que l'Afrique effectue un véritable « *leapfrog* », un bond de développement. Pour M. Lopes, les pays industrialisés devront de leur côté moderniser leurs anciennes infrastructures, ce qui représentera pour eux des dépenses lourdes.

De nombreux pays africains prévoient des projets verts ou en ont déjà lancé. En mars 2014, un comité intergouvernemental d'experts des pays d'Afrique centrale (Angola, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, République du Congo et Sao Tomé et Príncipe) se sont réunis à N'djamena pour réfléchir à un plan de transition vers une économie verte.

En 2011, l'Éthiopie a adopté une stratégie de passage à une économie verte résiliente au climat, dans le cadre d'un plan plus global tendant à faire accéder le pays au rang de pays à revenu moyen d'ici à 2025. Le gouvernement s'associe au secteur privé pour aider les communautés à se lancer dans l'agriculture durable.

En République démocratique du Congo, un projet de clonage des arbres doit accompagner le boisement (planter des forêts là où les arbres ont disparu depuis longtemps) et le reboisement (planter des forêts là où les arbres ont été détruits) des terres. Selon les experts du climat, boisement et reboisement sont des méthodes efficaces de lutte contre le réchauffement climatique.

En février dernier, la Banque mondiale a aidé le Ghana à inaugurer un Centre d'innovation climatique chargé d'apporter un soutien aux stratégies de croissance verte. Le centre est installé à Accra, la capitale, et travaille en lien avec une centaine d'entreprises technologiques locales.

Le Programme de soutien aux énergies

voir page 37

Industrialisation: l'échec de l'Afrique ?

Les experts en appellent à l'audace et la créativité

PAR MASIMBA TAFIRENYIKA

Jamais les appels en faveur de l'industrialisation de l'Afrique ne se sont faits aussi pressants qu'aujourd'hui. C'est sans nul doute le sujet le plus débattu du continent. Pourquoi aucune initiative n'est jusqu'alors parvenue à faire bouger les lignes de cet indicateur important du développement ?

Reconnue pour créer de la prospérité, des emplois et une augmentation des revenus, l'industrialisation est une promesse de campagne qui s'étend à tout le continent africain. Pourtant, l'Afrique est aujourd'hui moins industrialisée qu'elle ne l'était il y a 40 ans. La contribution du secteur manufacturier à la croissance du PIB a en fait reculé, passant de 12% en 1980 à 11% en 2013, et stagne depuis, selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA).

Le groupe de recherche britannique *The Economist Intelligence Unit*, estime que l'Afrique représentait plus de 3% de l'industrie manufacturière mondiale dans les années 1970. Depuis, ce pourcentage a diminué de moitié et cette tendance risque de se poursuivre tout au long de la décennie.

Les prix élevés des matières premières dus à l'appétit apparemment insatiable de la Chine pour les ressources naturelles, ont alimenté une croissance économique rapide en Afrique depuis les années 1990. Nombreux sont ceux qui croyaient que cet élan allait relancer une industrie manufacturière sur le déclin. Pourtant, au grand dam des analystes, ce n'est pas ce qui se produit. Au lieu de capitaliser sur cette croissance pour stimuler ou bâtir leurs industries, les pays africains, à quelques exceptions près, ont dilapidé leurs revenus dans des dépenses improductives. C'est ainsi que le Ghana et la Zambie ont résolu leurs problèmes à court terme notamment en augmentant le salaire des fonctionnaires.

La chute des prix des matières premières et le ralentissement de la croissance économique chinoise ont levé le voile sur le mythe de « l'essor de l'Afrique ». Le Fonds monétaire international (FMI)

estime que la croissance devrait tomber sous les 4% en 2016, « et nombreux sont ceux qui redoutent la répétition du cercle vicieux d'explosion des prix des matières premières puis de récession », a mis en garde *The Economist*.

S'industrialiser ou périliter

Si les dirigeants africains avaient suivi les recommandations des experts et tiré profit du boom des matières premières pour stimuler les entreprises, les résultats auraient pu être différents.

Quelles sont les options qui s'offrent dès lors à l'Afrique dans les prochaines années ? C'est la question sur laquelle les décideurs politiques et les experts économiques se sont penchés à Addis-Abeba, en Éthiopie, lors de la publication par la CEA de « *L'Ecologisation de l'industrialisation de l'Afrique : rapport économique sur l'Afrique, 2016* ». Leur conclusion est unanime: la seule option viable est l'industrialisation.

Au cours des discussions, les experts ont convenu que l'une des principales causes de la faible industrialisation de l'Afrique réside dans l'incapacité des dirigeants à mettre en œuvre des politiques économiques audacieuses de peur de s'aliéner les donateurs. La plus forte critique de cette carence politique ne provenait pas du débat à Addis-Abeba, mais du quotidien britannique, *The Financial Times* :

« L'Afrique est sur le point de passer à côté d'une opportunité car ses dirigeants - et ceux qui suivent les évolutions depuis Londres, Paris ou Washington - sont obnubilés à tort par les variations du PIB et les flux de capitaux étrangers investis pour la plupart dans les industries d'extraction des ressources et dans les centres commerciaux », a affirmé Kingsley Moghalu, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale du Nigéria. Dans une tribune extrêmement bien argumentée, il implore les pays africains de « rejeter l'idée préconçue selon laquelle ils pourront rattraper l'Occident en devenant

des sociétés post-industrielles sans avoir d'abord été des sociétés industrialisées ».

Ha-Joon Chang, économiste à l'université de Cambridge et co-auteur du rapport récemment publié par la CEA, « *Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique* », partage cette opinion. Il appelle à une « politique imaginative » - de la créativité dans l'élaboration des politiques - et presse les décisionnaires de ne pas se limiter à une politique théorique. « Les pays africains ont besoin de se faire confiance pour développer des politiques alternatives et s'y tenir », a-t-il annoncé à Addis-Abeba.

Une main ferme sur le volant

Le développement des industries en Asie est un cas d'école : les politiques publiques de développement ont permis aux économies de la région de sortir de la pauvreté à la fin du 20^{ème} siècle - reconnaît clairement M. Moghalu. Il insiste sur le fait que « les gouvernements doivent montrer le chemin ferme, en adoptant une politique volontariste qui crée un environnement favorable à la croissance et l'emploi. » L'ancien vice-gouverneur de la banque centrale s'empresse de préciser : « ce n'est pas un argument qui plaide en faveur d'une approche étatiste et autoritaire qui étoufferait la productivité et entraverait la concurrence ». Faisant référence à une des leçons de la crise financière de 2008, M. Moghalu insiste : « Les marchés doivent être au service de la société et non l'inverse. » Selon lui, l'Éthiopie et le Rwanda sont des exemples notables d'une industrialisation réussie.

Adeyemi Dipeolu, conseiller économique du vice-président du Nigéria Yemi Osibanjo, partage ce point de vue. Il a affirmé à Addis-Abeba que les décideurs politiques africains sont « réticents à élaborer des politiques innovantes par peur des diktats et des conditions imposées par l'Occident. »

The Economist voit pourtant les choses différemment. Dans son analyse de l'échec de la politique industrielle de l'Afrique, il constate que si la désindustrialisation



Assemblage d'ordinateurs à l'usine Omatek à Lagos, au Nigéria. © Panos/Sven Torfinn

intervient souvent dans les pays riches, « beaucoup de pays africains se désindustrialisent alors même qu'ils sont pauvres... en partie parce que la technologie réduit la demande de travailleurs peu qualifiés. » L'autre raison de cet échec est la fragilité des infrastructures - manque d'électricité, routes endommagées, ports saturés - qui augmente les frais de transport des matières premières et l'approvisionnement en produits finis. Mais *The Economist* reconnaît que « la démographie favorable de l'Afrique, son urbanisation croissante et ses vastes ressources agricoles soulignent le potentiel industriel de la région. »

Le bon, la brute et l'intelligent

De nombreux experts ont encouragé l'Afrique à se tourner vers un protectionnisme taxé de subtil ou de ciblé - c'est-à-dire imposer des barrières tarifaires temporaires afin de protéger les industries naissantes des effets néfastes des importations. Dans son livre « *Mauvais samaritains: le mythe du libre-échange et l'histoire secrète du capitalisme* », M. Chang, que le *Financial Times* décrit comme « le détracteur sans doute le plus efficace de la mondialisation », affirme que « les pays riches ont traditionnellement misé sur le protectionnisme pour dominer économiquement ».

Publishers Weekly affirme quant à lui que les pays riches « prônent le libre échange et un marché concurrentiel auprès des pays pauvres afin de capturer une plus

grande part de marché et de préempter l'émergence d'éventuels concurrents. » Ce sont ces pays que M. Chang qualifie de mauvais Samaritains.

M. Moghalu fait partie des nombreux décideurs politiques africains qui soutiennent le protectionnisme temporaire. Il considère qu'il est non seulement nécessaire mais qu'il peut également être réalisé dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La CEA partage cet avis et soutient que les pays d'Afrique peuvent poursuivre en toute légitimité une politique de protectionnisme avisé à l'instar des pays d'Occident.

« Tous les pays industriels ont commencé par un certain protectionnisme » affirme Carlos Lopes, le Secrétaire exécutif de la CEA, avant d'ajouter : « Nous ne pouvons toutefois plus faire du protectionnisme aveugle, nous sommes tenus par des négociations commerciales au niveau mondial. Si nous devons élaborer les règles pour l'Afrique, il nous faut un protectionnisme intelligent. »

Comme pour bien prouver que les États riches pratiquent effectivement le protectionnisme, l'Organisation mondiale du commerce a publié en juin 2016 une étude qui montre la progression rapide du protectionnisme ou des restrictions au libre échange par les pays du G20. Entre la mi-octobre 2015 et la mi-mai 2016, explique le rapport, les économies du G20 ont mis en place 145 mesures restrictives en adoptant

en moyenne 21 nouvelles mesures par mois, « ce qui constitue une augmentation considérable par rapport à la période couverte par le précédent rapport où ces mesures se chiffrèrent en moyenne à 17 par mois. »

Suivez le guide !

L'Éthiopie, le Rwanda et, dans une moindre mesure, la Tanzanie, ont démontré leur faculté à se frayer un chemin vers l'industrialisation: ils ont tous adopté des politiques industrielles qui favorisent leurs propres industries manufacturières. En plus de ce que les experts appellent « le modèle d'État développementiste », dans lequel le gouvernement contrôle, dirige et régule l'économie, ces pays ont adopté des politiques favorables aux investisseurs. Plus important encore, ils ont démontré leur engagement et pris le contrôle de ces politiques.

Depuis 2006, le secteur manufacturier de l'Éthiopie a augmenté en moyenne chaque année de plus de 10%.

L'Éthiopie montre l'exemple. Le pays est la preuve que l'industrialisation peut se produire en Afrique. Le continent a besoin d'engagement politique et d'audace pour mettre en œuvre les politiques adéquates malgré toutes les oppositions. « Pour que le capitalisme fonctionne en Afrique, comme il a pu fonctionner en Chine et en Asie de l'Est, les décideurs publics doivent sortir des sentiers battus et cesser de se conformer à l'orthodoxie », conclut M. Moghalu. 🦋

Face aux rigueurs du climat

...les femmes peuvent aussi aider à en réduire les effets



Des femmes avec des bidons d'eau le long de la rivière Shabelle, Somalie.  Reuters/Feisal Omar

PAR ELENI MOURDOUKOUTAS

Les impacts visibles du changement climatique en Afrique - la déforestation, les inondations, la sécheresse, l'érosion des sols, les tempêtes côtières et les variations climatiques - sont flagrants, autant que son impact sur les femmes.

En Afrique subsaharienne, notamment dans les zones arides et la région du Sahel, où le changement climatique aggrave la pauvreté, les femmes sont touchées de manière disproportionnée en raison de leurs liens étroits avec l'environnement.

Selon les experts, le changement climatique affecte surtout ceux qui dépendent principalement des ressources naturelles et dont les moyens de subsistance sont sensibles aux variations climatiques - dont beaucoup sont des agricultrices pauvres. Selon un rapport de 2015 produit par le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'Organisation des Nations Unies, environ les deux tiers de la main d'œuvre féminine dans les pays en développement sont impliqués dans le travail agricole, et ce nombre est plus élevé dans les zones rurales d'Afrique.

Recherche de l'eau

Les ressources naturelles se font de plus en plus rares en raison du changement climatique, ce qui présente des défis supplémentaires pour les femmes. Par

exemple, en zone rurale au Sénégal, les saisons de pluies sont plus courtes qu'auparavant et on a enregistré une baisse de 35 % du total des précipitations au cours des deux dernières décennies. En conséquence, les femmes parcourent des distances plus longues pour aller chercher de l'eau destinée à la boisson, la cuisine et le ménage, selon une étude menée par l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), un groupe qui promeut l'égalité des sexes et l'intégrité de l'environnement.

Parcourir de longues distances est physiquement épuisant, et cela peut prendre jusqu'à 20 heures ou plus par semaine pour localiser l'eau potable, vérifier régulièrement les niveaux d'eau dans les puits établis et, enfin, la transporter à la maison. En Afrique subsaharienne rurale, 37 % de la population vit à 30 minutes au moins d'une source d'eau potable, selon le DAES.

La plupart des femmes africaines prennent également soin de leurs enfants, des personnes âgées et des personnes en mauvaise santé. Ces responsabilités peuvent prendre environ cinq heures par jour. Les effets des changements climatiques, en particulier la sécheresse, les inondations et les modifications du régime des précipitations, rendent ces tâches encore plus ardues.

Au Kenya, par exemple, les personnes vivant autour du mont Kenya ont remarqué que la neige a presque

37 %

de la population vit à 30 minutes au moins d'une source d'eau potable, selon les Nations Unies.

disparu du sommet de la montagne. Cela signifie moins d'eau pour l'agriculture et pour d'autres usages agricoles, ainsi que pour les villes et les zones urbaines en aval. En conséquence, les femmes kényanes peuvent parcourir des kilomètres à la recherche de l'eau pour l'usage domestique. Les personnes qui vivent autour du mont Kilimandjaro en Tanzanie sont confrontées à des problèmes similaires.

Le changement climatique affecte les femmes africaines de nombreuses autres façons. Bien qu'elles utilisent régulièrement des ressources naturelles, elles ont peu ou pas de droits de propriété. Au Mali, où plus de 50 % des femmes sont impliquées dans l'agriculture, seulement 5 % sont propriétaires en titre, selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Même dans les pays qui se portent relativement bien sur le plan économique, comme le Botswana et le Cap-Vert, seulement 30 % des femmes possèdent légalement une terre, bien que 50 % d'entre elles environ soient impliquées dans l'agriculture.

Asa Torkelsson, Conseillère en autonomisation économique au bureau régional d'ONU-Femmes pour l'Afrique orientale et australe, affirme qu'on rapporte même des cas de demandes de sexe en échange de l'accès aux sources d'eau ou au bois de chauffage.

En outre, dit Mme Torkelsson, les femmes qui vont à la recherche de l'eau et du bois de chauffage se trouvent souvent vulnérables à d'autres égards. « Il existe d'autres situations de violence, ou tout au moins des provocations à l'encontre de la propriété des femmes en ce qui concerne leur propre corps », a confié Mme Torkelsson à *Afrique Renouveau*.

Faire face aux catastrophes

Avec un accès minimal à l'information et une mobilité limitée en dehors de leurs domiciles, les femmes sont 14 fois plus susceptibles que les hommes de mourir lors de catastrophes naturelles, signale la Banque africaine de développement (BAD).

Le changement climatique a également provoqué le déplacement de leur foyer de nombreuses femmes, faisant ainsi d'elles des personnes déplacées ou des réfugiées transfrontières. Des conditions météorologiques extrêmes, en particulier les sécheresses, l'assèchement des bassins fluviaux

en Afrique australe et orientale et les inondations et l'élévation du niveau de la mer en Afrique de l'Ouest, ont contraint de nombreuses femmes à migrer, selon le Centre international d'information sur les catastrophes.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les femmes et les adolescentes sont les réfugiées les plus vulnérables, car elles risquent davantage d'être victimes de trafic à des fins sexuelles lorsqu'elles se déplacent dans un pays étranger et d'être victimes de violence fondée sur le sexe pendant qu'elles séjournent dans des camps de réfugiés.

Leila Abdulahi, 25 ans, réfugiée somalienne qui est arrivée dans le camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya, après la sécheresse de 2011, raconte son expérience à ONU-Femmes en 2014 : « Nous avons peur d'aller chercher du bois dans la forêt. Des bandits nous attaquent dans nos propres fermes et nous violent. Si j'avais de l'argent, j'achèterais simplement du bois de chauffage plutôt que d'envoyer ma fille en chercher dans la forêt. »

Opportunités

Tout comme les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique, elles jouent également un rôle crucial dans la prévention des changements climatiques, au moins à faible échelle, et aident même leurs communautés à s'y adapter.

« Les femmes sont en fait capables de changer la donne dans le domaine du changement climatique en contribuant de manière active et en prenant des initiatives », explique Rahel Steinbach, Administratrice de programme à la Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie (DTIE) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Mme Steinbach ajoute que les femmes peuvent mettre des sources d'énergies renouvelables et rentables à la portée de ceux qui en ont besoin grâce à l'entrepreneuriat, un objectif qui est promu par le biais d'une nouvelle initiative d'ONU-Femmes et du PNUE baptisée Entrepreneuriat féminin pour le développement durable.

Ce programme sera mis en œuvre à l'échelle mondiale, mais il démarrera dans six pays, dont deux d'Afrique : le Maroc et le Sénégal. Les autres pays sont la Bolivie,

l'Inde, l'Indonésie et le Myanmar. Il formera les femmes en technologies énergétiques durables et montrera aux femmes entrepreneurs comment accéder à des financements.

De même, une entreprise sociale basée en Ouganda et qui a pour nom Solar Sister (Soeur solaire) travaille avec 1 500 femmes au Nigéria, en Tanzanie et en Ouganda pour distribuer du matériel solaire en Afrique rurale, où les lampes à pétrole sont largement utilisées. Cette initiative a pour objet d'amener les femmes à soutenir le développement durable, ainsi qu'à s'assurer un revenu, en particulier lorsque les conditions climatiques sont imprévisibles.

Les femmes achètent des lampes, des chargeurs de téléphones et des panneaux solaires à faible coût, puis les revendent et empochent la différence, qui peut se situer entre 10 et 200 dollars par mois.

De la perte au bénéfice

Un autre programme conjoint d'ONU-Femmes et du PNUE, intitulé « *L'autonomisation des femmes grâce à une agriculture résiliente aux changements climatiques*, permet aux agricultrices d'utiliser de nouvelles techniques et technologies, en particulier des semences résilientes, pour permettre à l'agriculture de mieux résister à des cycles irréguliers de sécheresse et d'inondations, déclare Seemin Qayum, Conseillère pour les questions de développement durable auprès d'ONU-Femmes.

Le programme concerne également les pertes de cultures causées par l'absence de marchés et d'installations de stockage appropriées. Le but est de faire en sorte que les produits agricoles finissent par atteindre de plus grands marchés, et pas seulement les marchés locaux, où les bénéfices seront plus élevés.

Au Kenya, par exemple, entre 30 % et 40 % des rendements sont perdus en raison du manque de stockage approprié après la récolte. Pour les mangues, les pertes s'élèvent jusqu'à 60 %.


Le PNUE et ONU-Femmes collaborent maintenant avec la Fondation Rockefeller et d'autres partenaires pour voir comment l'on pourrait résoudre le problème du stockage des récoltes et rechercher des technologies soutenables sur le plan climatique qui permettront aux femmes de transformer les pertes en gains et assureront la sécurité financière des ménages. 🌱

Changement climatique et politiques intelligentes

Des institutions fortes peuvent transformer le rêve d'un continent prospère en une réalité

PAR RICHARD MUNANG ET ROBERT MGENDI



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon (deuxième à gauche); Christiana Figueres (à gauche), Secrétaire exécutive, à l'époque, de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques; Laurent Fabius (deuxième à droite), ministre des Affaires étrangères de la France, président de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique de Paris, à l'époque, et François Hollande (à droite), le président français, après l'adoption de l'Accord historique de Paris.  ONU Photo/Eskinder Debebe

Selon un célèbre proverbe africain, « Quand la musique change, il en va de même de la danse. » Cet adage illustre bien la situation actuelle du continent face aux opportunités qui se présentent à lui et aux défis qu'il doit affronter en matière de développement et de gouvernance en ce 21^e siècle.

Ces dernières années, les dirigeants nationaux ont élaboré de nombreuses nouvelles initiatives de développement. Parmi elles, le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement durable, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur le climat et le « paquet de Nairobi » proposé par l'Organisation mondiale du commerce.

Ces cadres pourraient accélérer le développement du continent, et même réaliser la promesse des Objectifs de développement durable (ODD) au cours des 15 prochaines années.

Pertes de capital naturel

L'Afrique perd actuellement 68 milliards de dollars par an en raison de la dégradation de l'environnement, selon Agriculture for Impact, un groupe indépendant qui milite pour les petits exploitants agricoles d'Afrique subsaharienne.

En outre, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) estime que les secteurs environnementaux clés tels que la foresterie, la faune, la

pêche et l'exploitation minière subissent des pertes de plusieurs milliards à cause de l'exploitation forestière illégale, du commerce illégal des espèces sauvages, de la pêche non comptabilisée et non réglementée, et des pratiques minières illégales.

En l'absence d'investissements tendant à éliminer les inefficacités de la chaîne de valeur agricole résultant de l'exploitation de terres dégradées, l'Afrique perd chaque année entre 4 et 48 milliards de dollars de denrées alimentaires en plus des 6,6 millions de tonnes de céréales qu'elle pourrait récolter si les écosystèmes n'étaient pas dégradés.

Par conséquent, les pays d'Afrique dépendent 35 milliards de dollars par an

pour importer des produits alimentaires, ce qui est à peine suffisant, puisque plus de 200 millions d'Africains ne mangent pas à leur faim, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Toutefois, avec les politiques gouvernementales appropriées, l'Afrique pourrait récupérer ces 35 milliards de dollars et être en mesure de financer des projets de développement et renforcer la sécurité alimentaire.

Interventions politiques ciblées

C'est en promouvant la durabilité environnementale que l'on pourra régler le problème posé par la précarité de l'écosystème en Afrique. Il sera pour cela utile d'exploiter durablement le capital naturel de l'Afrique, conseille le PNUE.

Lors de la sixième Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, tenue au Caire, en Égypte, en avril, les experts environnementaux de l'Afrique ont identifié trois principales façons de tirer parti du capital naturel. La première concerne les politiques, les actions et les partenariats aux niveaux national, régional et mondial visant à inverser les pertes actuelles dues aux écosystèmes dégradés, aux inefficacités de la chaîne de valeur agricole, aux flux financiers illicites et aux infractions liées aux espèces sauvages, à l'exploitation forestière, à la pêche et à l'exploitation minière.

En inversant ces pertes, l'Afrique pourrait économiser jusqu'à 150 milliards de dollars par an. Des secteurs tels que ceux des soins de santé et de l'éducation, nécessitant des investissements annuels allant jusqu'à 32 et 26 milliards de dollars respectivement, et les infrastructures, pour lesquelles des investissements de 93 milliards de dollars sont nécessaires chaque année, pourraient éventuellement y gagner.

La deuxième façon dont l'Afrique peut exploiter durablement son capital naturel consiste à affecter, encore une fois aux niveaux national et régional, une partie des recettes actuellement tirées du capital naturel à la libération du potentiel des secteurs qui en dépendent. En agissant de la sorte, le continent atteindrait les cibles de plusieurs ODD.

Par exemple, les investissements dans l'agriculture axée sur les écosystèmes et adaptative, et le recours à l'énergie

propre pour les chaînes de transformation et autres chaînes commerciales ont le potentiel de soutenir l'agro-industrialisation durable.

L'énergie propre peut stimuler la transformation durable des produits agricoles dans les zones rurales et, si elle a accès à un financement abordable et au marché, améliorer les revenus des agriculteurs, faire progresser la sécurité alimentaire jusqu'à 128 % et créer jusqu'à 17 millions d'emplois le long de la chaîne de valeur. À cela s'ajoute le renforcement d'un secteur agricole dont la valeur en 2030 pourrait se chiffrer à 1 000 milliards de dollars, selon la Banque mondiale.

La Banque mondiale estime qu'une augmentation de 10 % des rendements des cultures en Afrique se traduirait par une réduction d'environ 7 % de la pauvreté grâce à la croissance agricole, qui est au moins deux à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs.

La troisième façon dont l'Afrique peut tirer parti des opportunités liées au capital naturel consiste à cibler les politiques et les actions afin de permettre un ajout de valeur à ses exportations de capital naturel, au lieu d'exporter des matières premières. Cette mesure accroîtrait les recettes.

Libérer le potentiel agricole

Les experts continuent de faire l'éloge des éléments clés de l'Accord de Paris sur le climat, des ODD et de l'Agenda 2063 de l'UA. Ce qui manque cependant, ce sont des politiques qui garantissent que ces éléments feront partie des cadres de développement des différents pays et, surtout, que leur mise en œuvre sera financée.

En l'absence de ces politiques et de ce financement, il peut s'avérer difficile de rendre les systèmes alimentaires, modernes, efficaces et respectueux du climat, ainsi que de parvenir à une croissance économique inclusive.

En ce qui concerne le besoin pressant de financement, il faudra débattre en profondeur de la manière dont il convient de lutter contre les flux financiers illicites, principalement attribuables au capital naturel de l'Afrique. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'aide

financière consacrée à l'amélioration de l'administration fiscale pourrait sensiblement augmenter les recettes fiscales des pays africains.

Le potentiel est énorme, mais actuellement 0,07 % à peine de l'aide apportée par l'OCDE aux pays pauvres sert à améliorer les systèmes fiscaux. Le renforcement des capacités des négociateurs africains face aux entreprises multinationales et l'amélioration de la surveillance réglementaire de l'administration fiscale pourraient permettre de lutter contre les flux illicites et de récupérer des fonds pour le développement durable.

Les pays africains doivent accorder une place de choix à la mise en œuvre des recommandations de 2015 du Groupe de haut niveau de l'UA sur les flux financiers illicites dirigé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki. Parmi ces recommandations figurent la prise de mesures permettant de lutter contre la criminalité organisée, y compris les crimes environnementaux (environ 33 % des crimes organisés) et la corruption dans le secteur public, qui contribue largement à faciliter ces sorties d'argent.

En outre, les dépenses fiscales inutiles, sous forme notamment d'incitations à l'exploitation des ressources naturelles, constituent des pertes importantes de revenus, (jusqu'à 4 % du PIB) et facilitent la fraude. Jusqu'à 65 % des subventions pétrolières en Afrique profitent à 40 % des ménages les plus riches, et alimentent la corruption au sein des cartels, selon la Banque africaine de développement.

Les nombreuses ressources naturelles de l'Afrique peuvent transformer le rêve d'un continent prospère en une réalité. Les pays doivent agir rapidement et renforcer la structure de gouvernance aussi bien qu'adopter et mettre en œuvre des politiques appropriées. Le défi consistera à faire en sorte que les actes parlent plus fort que les mots. 🌱

Richard Munang est expert en matière de changement climatique pour l'Afrique et expert en politique de développement au PNUE, et Robert Mgendi est expert en politique d'adaptation. Les opinions exprimées dans le présent document n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du PNUE.



Simnai and Phillip Tshuma, des fermiers de Hwange, au Zimbabwe, dans leur champ de sorgho.  Busani Bafana

Les engrais innovants relancent l'espoir d'une révolution bio

PAR BUSANI BAFANA

Phillip Tshuma est un agriculteur heureux. Malgré l'une des pires sécheresses que son pays, le Zimbabwe, ait jamais connue, sa récolte de maïs et de petites semences a progressé cette année de 50 % par rapport à 2015, grâce au micro dosage, une technique qui consiste à appliquer des petites quantités d'engrais de manière ciblée.

Grâce au micro dosage, les agriculteurs utilisent 8 à 10 kg d'engrais azoté par hectare, soit un cinquième des taux habituellement recommandés.

Au cours de la dernière saison, la récolte de Phillip Tshuma lui a permis de faire près de 350 dollars de bénéfices, un chiffre non négligeable dans un pays où la plupart des gens survivent avec moins de 1,25 dollar par jour.

Il y a dix ans, les dirigeants africains ont adopté, lors d'un sommet spécial à Abuja au Nigéria, une résolution en douze points sur l'utilisation des engrais, afin d'amorcer une « révolution verte » en Afrique. Conscients que les engrais inorganiques ne peuvent à eux seuls augmenter la production agricole, ils ont demandé aux pays concernés de s'engager à augmenter leur utilisation d'engrais, en passant d'une moyenne de 8 kg par hectare en 2005 à 50 kg par hectare en 2015.

Les engrais organiques et inorganiques procurent aux plantes les nutriments dont elles ont besoin pour être robustes et résistantes. Les engrais organiques

(fumier, feuilles et compost) ne contiennent que de la matière issue d'autres plantes ou d'animaux. Ce sont soit des produits dérivés, soit des produits finis issus de processus naturels. L'engrais inorganique, qu'on appelle aussi engrais synthétique, est produit artificiellement et contient des produits chimiques synthétiques.

Les engrais organiques ne libèrent leurs nutriments que lorsque les sols sont chauds et humides, tandis que les apports nutritifs des engrais inorganiques aux plantes sont immédiats.

En entamant sa propre révolution verte, l'Afrique allait suivre l'exemple de l'Asie et de l'Amérique latine, où des politiques efficaces associées à de nouvelles techniques agricoles, mais aussi à l'amélioration des intrants et à des variétés de semences à haut rendement ont amélioré les récoltes et réduit la pauvreté.

Même si aucun pays n'a atteint les objectifs fixés pour 2015, Rhoda Peace Tumusiime, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de l'Union africaine, estime qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter et que les pays doivent continuer à investir pour améliorer l'accès des petites exploitations à ces engrais.

Une demande en hausse

Richard Mkandawire est vice-président du Partenariat africain pour l'engrais et l'agro-industrie (AFAP, *African Fertilizer and Agribusiness Partnership*), une organisation chargée de promouvoir l'investissement

130 %
pourcentage de la hausse de l'utilisation des engrais en Afrique depuis 2008

dans les engrais commerciaux en Afrique. Selon lui, bien que certains pays n'aient pas atteint leurs objectifs, ils ont fait d'importants progrès en matière d'utilisation des engrais.

Un rapport de la Banque mondiale note ainsi qu'entre 2005 et 2015, l'Éthiopie a enregistré sa plus forte hausse d'utilisation d'engrais par hectare, en passant de 11 à 24 kg. Au cours de la même période, l'utilisation d'engrais au Ghana est passée de 20 à 35 kg par hectare et celle du Kenya de 33 à 44 kg. L'augmentation de l'usage des engrais sur 10 ans a entraîné une croissance du rendement des exploitations et du secteur agricole en général.

En mars 2016, lors d'une conférence régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Côte d'Ivoire, Amit Roy, ancien président du Centre international de développement des engrais, a déclaré que si l'Afrique n'avait pas atteint les objectifs fixés dans la déclaration d'Abuja, elle était toutefois en passe d'atteindre une moyenne de 17 kg d'engrais par hectare d'ici à 2018. Même si cette avancée reste modeste, elle représentera un doublement des quantités utilisées au moment où la déclaration a été signée.

Selon l'Association internationale de l'industrie des engrais, une organisation commerciale qui représente plus de 500 producteurs et distributeurs d'engrais, aujourd'hui encore l'utilisation des engrais dans un grand nombre de pays africains ne dépasse pas les 12 kg par hectare, contre 1 570 kg par hectare en Malaisie, 1 297 kg à Hong Kong ou 278 kg au Bangladesh.

Néanmoins la demande d'engrais ne cesse d'augmenter en Afrique depuis 2008, en particulier en Afrique subsaharienne, où son utilisation a augmenté de 130 % selon le Centre international de développement des engrais, un groupement qui cherche à améliorer la productivité agricole en développant la nutrition des cultures et les compétences en industries agro-alimentaires.

Pour Amit Roy, la demande d'engrais devrait atteindre les 7 millions de tonnes en 2018, même si ce chiffre ne représente que 2 % de la consommation mondiale, dominée par le Brésil, la Chine, l'Inde et les États-Unis, qui à eux seuls sont à l'origine de 55 % de la demande mondiale.

L'exemple de Phillip Tshuma, qui fait partie des 170 000 foyers du Zimbabwe à

utiliser le micro dosage, prouve que cette méthode pourrait bien être décisive pour ce qui est d'augmenter l'utilisation des engrais en Afrique. La production céréalière de M. Tshuma a doublé, améliorant ainsi considérablement la sécurité alimentaire de sa famille. La promotion du micro dosage au Zimbabwe a déjà permis à ce pays d'économiser 7 millions de dollars annuels en importations de produits alimentaires, selon l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT).

Le micro dosage est une technique peu coûteuse qui, quand elle est adoptée par les petits exploitants agricoles, permet d'augmenter l'utilisation d'engrais selon l'ICRISAT, qui ajoute que les retours sur investissement sont encore plus importants qu'avant.

M. Tshuma assure que les faibles doses d'engrais qu'il utilise en micro dosage augmentent ses rendements sans qu'il ait besoin d'investir d'importantes sommes d'argent. S'il appliquait les quantités recommandées par les dirigeants africains (50 kg par hectare), il devrait dépenser plus de 300 dollars à chaque saison, rien que pour les engrais.

Au Zimbabwe, l'ICRISAT utilise des modèles de cultures pour étudier le coût du micro dosage et son fonctionnement. L'étude menée par cette agence indique que contre toute attente, des petites quantités d'engrais peuvent aussi augmenter les rendements de manière significative. Les agriculteurs utilisent 8 à 10 kg par hectare d'engrais azoté en micro dosage, soit un cinquième environ des taux d'application recommandés.

Infertilité des sols

La baisse de fertilité des sols causée par des facteurs tels que la monoculture, la dégradation des sols ou autres, est souvent jugée responsable de la faiblesse des récoltes en Afrique. Elle devrait plutôt encourager les petits exploitants à utiliser les engrais.

Les engrais améliorent la qualité des sols et permettent aussi de freiner leur érosion ainsi que les pertes en nutriments. Dans son *Rapport sur l'état des ressources en sols dans le monde* publié en 2015, la FAO exhorte les pays à encourager leurs agriculteurs à réincorporer les résidus des cultures et autres matières organiques dans les sols qu'ils exploitent, à faire usage

de la rotation des cultures en y associant des plantes qui fixent l'azote et à utiliser de manière raisonnée les engrais organiques et minéraux.

« Les engrais sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire africaine et nous devons continuer à encourager le secteur privé à investir dans le renforcement de leur utilisation », explique Mme Tumusiime.

Comment financer les engrais

Pour promouvoir l'utilisation des engrais sur le continent, l'Afrique doit aussi développer les pratiques de gestion durable des sols et tirer le meilleur parti du Mécanisme africain de financement des engrais mis en place par l'Union africaine lors du Sommet de l'Afrique sur les engrais en 2006, poursuit M. Roy.

En juillet dernier, une réunion a été organisée par l'AFAP et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, un centre pour la recherche agricole mondiale, pour faire le point sur les progrès en matière d'utilisation des engrais en Afrique. La conclusion ? Malgré la mise en place de marchés régionaux pour les engrais dans plusieurs communautés économiques régionales, ces marchés sont confrontés au manque d'infrastructures et de réseaux de distribution, ainsi qu'à des problèmes de stockage et des difficultés avec les installations locales de mélange des engrais.

Les petites exploitations agricoles augmenteront leur utilisation d'engrais si l'accessibilité à ces engrais est améliorée, insiste M. Mkandawire.

Les petits exploitants agricoles sont pris au piège de la pauvreté et doivent faire face à la faible fertilité des sols qui les empêche d'acheter les intrants qui leur permettraient d'augmenter leur productivité et de combattre la faim, conclut M. Mkandawire.

Les experts s'accordent tous pour dire que le micro dosage, l'augmentation de l'usage des engrais, l'investissement privé, l'amélioration de l'accès au crédit, la réduction des coûts des importations, l'adoption de programmes de subvention intelligents et la multiplication de pratiques durables d'exploitation des sols aideront l'Afrique à réaliser son rêve de révolution verte. Le défi pour les pays concernés est désormais de poursuivre dans la voie engagée en collaboration avec ces experts. 🌱

Ghana: Des fermiers inspirés par de nouvelles techniques

PAR TOM ARTHEY

Après avoir terminé des études en agriculture et gestion de projet à l'Université de Bradford, au Royaume-Uni, Isaac Kankam-Boadu retourne dans son pays, le Ghana, dans le but d'aider les petits exploitants agricoles à devenir autonomes grâce à des pratiques agricoles durables.

M. Isaac Kankam-Boadu, qui a reçu de la Marshal Papworth, une organisation caritative britannique, une bourse destinée aux étudiants en agriculture et horticulture originaires de pays en développement, a commencé par apprendre aux agriculteurs comment améliorer leurs récoltes en ayant recours à des cultures à haut rendement résistant à la sécheresse. Il leur a également appris comment utiliser le fumier biologique et les engrais inorganiques pour améliorer la fertilité des sols.


Il leur a aussi montré comment la rotation des cultures, et la culture, notamment de légumineuses, permettent de limiter l'érosion des sols en y apportant de l'azote.

Grâce aux plantations d'alignement, à l'emploi d'engrais et à une meilleure gestion des exploitations, les récoltes de maïs des agriculteurs sont passées de deux sacs par acre à six.

« Avant, mes champs étaient labourés à la main et je ne pouvais cultiver qu'une seule acre de terre. Mais grâce au tracteur, la superficie de mes terres agricoles a doublé », explique Ibrahim Biawurbi, un agriculteur de Kabilpe, à environ 500 kilomètres au nord d'Accra, la capitale.

Au vu de la diminution constante des subventions d'État aux agriculteurs et de la part déclinante du secteur dans l'économie du pays, le projet de M. Kankam-Boadu vient à point nommé. Plus de la moitié des Ghanéens sont agriculteurs mais le secteur agricole ne représentait que 19% du produit intérieur brut (PIB) en 2015, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



Un champ de riz prêt pour la récolte.  Panos/George Osodi

M. Kankam-Boadu a supervisé, entre autres, la mise en œuvre de projets agricoles comme le Projet de renforcement de la sécurité alimentaire dans le nord du Ghana (Northern Ghana Food Security Resilience Project) (NGFSRP) financé par l'Union européenne (UE), et le Projet intégré de commercialisation et d'amélioration de la productivité agricole (Integrated Agricultural Productivity Improvement and Marketing Project) financé sur trois ans par l'Agence danoise pour le développement international et la Fondation Rockefeller au travers de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), qui promeut l'agriculture sur le continent.

Grâce au projet de renforcement, quelque 10 000 ménages ruraux, dans sept départements du nord et du nord-ouest du Ghana, ont obtenu des fournitures agricoles - semences, outils, services de labourage - afin d'améliorer leurs productions, notamment celle du maïs, une denrée de base dans la région. Le deuxième projet a permis d'aider plus de 11 400 exploitations dans dix départements différents du nord

à produire du maïs, du riz, du soja et de l'arachide.

Les agriculteurs ayant reçu une formation aux techniques de fertilisation notent des améliorations de leur rendement, qui est passé de 65,4% en 2013 à 98,6% en 2015, et de la fertilité des sols, grâce à l'usage du fumier de poule, qui est passée de 1,6% en 2014 à 45,1% en 2015.

Ces résultats sont encourageants, en particulier pour les agriculteurs. La plupart des exploitations bénéficiaires ne sont plus exposées aux risques de pénuries du fait d'une amélioration considérable des récoltes. En outre, elles vendent leurs excédents au marché, touchant ainsi un revenu supplémentaire. Dans la ville de Nwampe, les formations sur le traitement des récoltes ont permis aux agriculteurs de ne subir aucune perte de stockage.

Grâce à ces réussites, M. Kankam-Boadu espère que le gouvernement appliquera à l'échelle nationale les méthodes qu'il a pu appliquer à l'échelle régionale. « Les agriculteurs n'ont pas besoin de recevoir des dons du gouvernement. Tout ce dont ils ont besoin, c'est d'une aide de

départ et d'une formation,» déclare-t-il. « Nous constatons chaque jour les effets positifs des investissements dans l'agriculture. »

Sandra Lauridsen, qui travaille pour Marshal Papworth, s'est rendue au Ghana en octobre 2015 pour voir les réalisations de M. Kankam-Boadu et s'est réjouie de ce que fait le jeune homme pour son pays. « Voir la manière dont les connaissances et les compétences acquises grâce aux bourses d'étude sont mises en pratique et l'impact que les étudiants ont sur leur communauté, est particulièrement inspirant », déclare-t-elle avec satisfaction. 🇳🇮

Sud-Soudan : la paix introuvable ... **Suite de la page 3**

bleus aient les moyens de faire respecter l'embargo sur les armes et d'imposer des sanctions ciblées aux responsables des violences.

Lors du sommet de l'Union africaine (UA) à Kigali au Rwanda en juillet, les dirigeants de l'Union ont décidé d'accroître le nombre de soldats de maintien de la paix au Soudan du Sud et de renforcer leur mandat pour faire appliquer le cessez-le-feu et protéger les populations civiles.

Afrique: la maturité ... **Suite de la page 7**

électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement ainsi que la participation à la vie politique. » Les gouvernements sont répartis en quatre groupes : les démocraties à part entière, les démocraties imparfaites, les régimes hybrides, et les régimes autoritaires.

Les démocraties à part entière sont exemplaires en termes de gouvernance, notamment sur les libertés civiles et la tenue d'élections libres et justes. Les démocraties imparfaites organisent des élections plus ou moins libres et justes mais au faible taux de participation. Les régimes hybrides organisent des élections mais les libertés civiles sont limitées, tandis que les régimes autoritaires ont des dirigeants inamovibles et n'accordent aucune importance aux élections.

De l'industrialisation et de ... **Suite de la page 27**

renouvelables du Nigéria est chargé, entre autres missions, de mettre en œuvre un projet de développement à faible émission de carbone pour fournir de l'électricité à la capitale, Abuja. Il s'agit d'améliorer l'isolation thermique des bâtiments, d'installer des appareils à faible consommation énergétique dans les logements et de s'appuyer sur la production locale d'électricité. Ce projet, actuellement en cours d'exécution, est le premier de ce type en Afrique et le

La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a invité les dirigeants politiques à reprendre le dialogue et à protéger les Soudanais du Sud. Après avoir qualifié les combats d'inacceptables, elle a affirmé que « deux mois à peine après la formation d'un gouvernement d'unité nationale, les belligérants semblent avoir repris du service, et la population du Soudan du Sud, au lieu de fêter les cinq ans de l'indépendance, est obligée de fuir, comme des moutons devant une meute de loups. [Le gouvernement et les dirigeants doivent] protéger les plus vulnérables, servir le peuple, et non

D'après l'Indice démocratique de 2015, l'Île Maurice était la seule démocratie à part entière en Afrique. Le Bénin, le Botswana, le Cap-Vert, le Maroc, le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Ouganda sont considérés comme des démocraties hybrides. La majorité des pays africains appartiennent à la catégorie des pays autoritaires.

En 2015, des élections relativement pacifiques, libres et justes ont été organisées au Burkina Faso, au Nigéria, en Tanzanie et en Zambie. Le Nigéria a connu une transition sans heurt entre le Parti démocratique populaire (PDP) tenant du pouvoir, et le parti de l'opposition, le Congrès progressiste (APC), une première dans l'histoire du pays. Néanmoins, un amendement constitutionnel controversé au Burundi a permis au président Pierre Nkurunziza de faire un troisième mandat, plongeant ainsi le pays dans une crise politique.

En Éthiopie, le parti du Premier ministre Hailemariam Desalegn, le Front

deuxième au monde, après celui de Masdar aux Émirats arabes unis, selon le ministère nigérian de l'environnement. En outre, le groupe indien Tata prévoit d'installer au Nigéria un système de transports publics utilisant des véhicules fonctionnant au gaz naturel pour réduire les émissions.

De manière générale, les experts en développement du continent africain pensent tous qu'une approche verte, propre et écologique, n'est désormais plus seulement une question d'ordre moral, mais un impératif socioéconomique. Pour eux, c'est la nouvelle voie verte que doit emprunter l'Afrique pour s'industrialiser. 🇳🇮

être la cause de leur souffrance. »

Le pays compte quelque 12 000 Casques bleus de l'ONU. Les troubles ont commencé en 2013 quand le président Kiir a limogé son vice-président, Riek Machar, en l'accusant d'avoir tenté de renverser son gouvernement par un coup d'État.

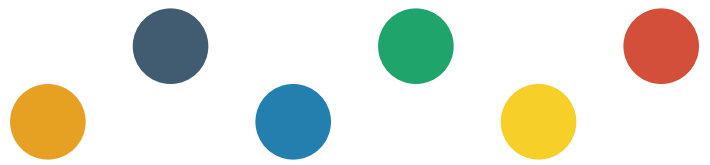
En août 2015, les deux hommes ont signé un accord de cessez-le-feu qui a nourri de nouveaux espoirs de paix. Cet accord a permis à Riek Machar de retrouver son poste de vice-président en avril 2016. Mais il semble que les relations difficiles entre les deux hommes ne se soient jamais améliorées. 🇳🇮

démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens, a remporté les élections avec 100% des suffrages et obtenu les 546 sièges parlementaires. Le calendrier électoral de l'Afrique en 2016 comprend la République démocratique du Congo, le Ghana, le Niger, la Somalie, l'Ouganda et la Zambie. Des élections réussies favoriseraient la bonne gouvernance dans ces pays.

Dans l'ensemble, la gouvernance en Afrique fait des progrès continus malgré quelques ratés. Les indicateurs montrent que la gouvernance va dans le bon sens.

Les Organisations de la société civile n'hésitent pas à se faire entendre et à demander des comptes aux autorités. La justice, les médias, le corps électoral et d'autres institutions s'efforcent également de contribuer à la bonne gouvernance dans de nombreux pays.

On peut donc affirmer avec certitude que l'Afrique progresse lentement mais sûrement. 🇳🇮



Prix de l'innovation pour un traitement anti-paludéen

PAR PAVITHRA RAO



Dr Valentin Agon (à gauche) recevant son prix. © Valentin Agon

Un médicament révolutionnaire contre le paludisme créé à partir d'une plante locale, un logiciel informatique qui permet aux personnels de santé de trouver le traitement approprié pour les patients qui souffrent du VIH/sida. Voilà deux des inventions choisies cette année par une fondation pour être récompensées par le Prix de l'innovation pour l'Afrique (IPA, *Innovation Prize for Africa*).

Le docteur Valentin Agon du Bénin a gagné le premier prix d'une valeur de 100 000 dollars de la Fondation africaine pour l'innovation (AIF, *African Innovation Foundation*) pour Api-Palu, le médicament qu'il a développé et qui permet de se débarrasser rapidement, avec



des doses relativement faibles, du parasite du paludisme.

Ce médicament est beaucoup moins cher que les traitements actuels contre le paludisme ; il est déjà disponible sous forme de comprimés, capsules ou sirop et a été approuvé pour usage au Bénin, au Burkina Faso, en République centrafricaine et au Tchad.

Le deuxième prix d'une valeur de 25 000 dollars a été attribué au docteur Imogen Wright, une scientifique sud-africaine, pour son logiciel Exatype, qui permet de distinguer les médicaments efficaces contre le VIH de ceux auxquels les patients sont réfractaires.

Un nombre croissant de personnes traitées avec des

médicaments antirétroviraux développent des résistances aux traitements qui font échouer leurs thérapies. Exatype utilise le séquençage de l'ADN du VIH pour identifier les médicaments auxquels les patients sont réfractaires. Exatype pourrait aussi servir dans le cas d'autres maladies comme la tuberculose ou le paludisme.

Le Prix de l'impact social, d'une valeur de 25 000 dollars, a été décerné à Eddy Agbo, un ingénieur nigérian en biologie moléculaire, qui a inventé un test de dépistage du paludisme par les urines, un simple kit qui détecte le paludisme en moins de trente minutes grâce à un test d'urine. Ce test remplace le test sanguin traditionnel qui prend bien plus de temps.

Les lauréats de l'IPA sont sélectionnés par l'AIF, une organisation caritative basée au Royaume-Uni qui soutient l'innovation, l'entrepreneuriat et l'ingéniosité visant à promouvoir des changements positifs sur le continent africain. L'AIF récompense les individus dont les réalisations permettent d'améliorer la qualité de vie en Afrique. Inauguré en 2011, le concours encourage les solutions locales dans des secteurs spécifiques de croissance et de prospérité : santé et bien-être, agriculture et industrie agro-alimentaire, industrie manufacturière et secteur des services, environnement, énergie, eau et technologies de l'information et de la communication.

Cette année, la cérémonie de remise des prix s'est tenue en mai à Gaborone au Botswana et a récompensé 10 finalistes

sur 985 candidats de 46 pays africains.

« Ces cinq dernières années, l'innovation en Afrique est passée du simple statut de mot à la mode à celui de vraie solution de croissance pour une grande variété d'industries du continent, a déclaré Pauline Mujawamariya Koelbl, la directrice de l'IPA, lors de la remise des prix. Nous autres Africains possédons aussi le talent, le potentiel et la détermination nécessaires pour résoudre nos problèmes avec ingéniosité, et c'est ce que démontre le travail que nous faisons à l'IPA. »

Parmi les dix finalistes qui concouraient dans la catégorie santé et bien-être, figurait aussi Kit Vaughan, professeur, boursier postdoctoral en ingénierie orthopédique et PDG, créateur de l'Aceso, un système d'imagerie 3-D qui réalise simultanément des mammographies et des ultrasons et permet d'améliorer le dépistage du cancer du sein en utilisant beaucoup moins de rayons X. L'appareil crée une image ultrason en 3-D et une autre par rayons X en version numérique. Le processus est plus rapide qu'un dépistage classique du cancer du sein, qui nécessite plusieurs visites chez un médecin pour des tests qui durent parfois plus de trente minutes chacun. Les tests cliniques de cette innovation ont commencé en 2015 à l'hôpital Groote Schuur du Cap. Ils se poursuivent en attendant le résultat de l'examen de conformité européenne, grâce auquel l'appareil répondra aux normes de l'Union européenne et pourra donc y être légalement commercialisé. ●

L'Afrique des 80 - La transformation par la collaboration

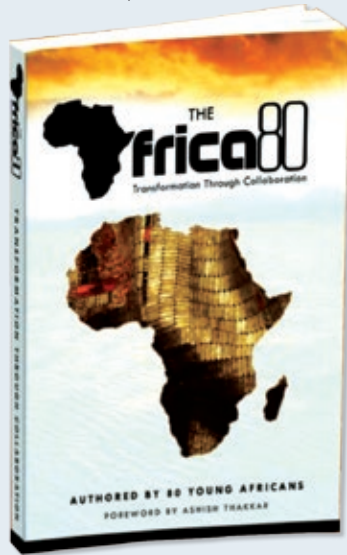
Rédigé par 80 jeunes africains prometteurs

Editions Success Climate Publishers, Harare, Zimbabwe, 2016, 267p. 20 dollars

Le vingt-cinquième Forum économique mondial pour l'Afrique, qui s'est tenu au Cap en Afrique du Sud en juin dernier, n'a pas manqué de surprises. Aux côtés des chefs d'État et de gouvernement africains et des autres responsables mondiaux qui participent régulièrement à ce prestigieux forum se trouvaient 80 jeunes hommes et jeunes femmes africains.

Et pour cause, le forum s'était donné pour but de mettre en valeur la jeunesse et l'innovation sur le continent.

Surnommés les « Global Shapers » (novateurs mondiaux), ces jeunes entrepreneurs venus de plus d'une trentaine de pays africains ont été choisis pour apporter leur participation à un livre intitulé *The Africa 80 - Transformation through Collaboration* (L'Afrique des 80 :



la transformation par la collaboration), qui montre par quels moyens novateurs la

jeunesse africaine peut changer le monde en apportant sa contribution au développement et à la société.

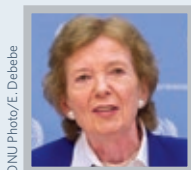
Signe encourageant, c'est le jeune milliardaire ougandais Ashish Thakkar du conglomérat d'affaires Mara Group qui écrit la préface du livre.

Exposant leur vision pour l'avenir du continent, les jeunes auteurs racontent des anecdotes et font part de leurs expériences sur la manière dont ils ont réussi à concrétiser leurs propres objectifs.

Composé de courts chapitres organisés selon le nom des auteurs par ordre alphabétique, le livre se lit d'une traite. Certains chapitres sont en français afin de refléter aussi la diversité linguistique du continent. 🌍

— Pavithra Rao

NOMINATIONS



ONU Photo/E. Debebe

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a nommé **Mary Robinson** d'Irlande et **Macharia Kamau** du Kenya ses Envoyés spéciaux pour El Niño et pour le climat.

Mary Robinson dirige une Fondation en son nom et Macharia Kamau est le Représentant permanent du Kenya auprès des Nations Unies. Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande, avait été Haut-Commissaire aux droits de l'homme et l'Envoyée spéciale de Ban Ki-Moon pour le changement climatique. Mr Kamau avait dirigé le Conseil

d'administration de l'Unicef. Il avait aussi dirigé le groupe de travail des Nations Unies sur les objectifs de développement durable, dont la lutte contre le changement climatique.



ONU Photo/E. Debebe

Modibo Touré (Mali) a été nommé Représentant spécial pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUG-BIS). Il a été Conseiller spécial de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs de 2013 à 2015. Il succède à Miguel Trovoada de Sao Tomé-et-Principe.



OSES/CL



Lt-Gen. Johnson M. K. Ondieki

Le général de corps d'armée **Johnson Mogoa Kimani Ondieki** (Kenya) a été nommé commandant de la Force de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Il occupe depuis 2013 la fonction d'adjoint au Chef d'État-major en charge des forces armées kényanes. Il succède au général de corps d'armée Yohannes Gebremeskel Tesfamariam de l'Éthiopie.



UNAMID

Abiodun Oluremi Bashua (Nigéria) a été choisi pour diriger l'enquête spéciale sur l'attaque contre la MINUSS. Il a été le Représentant spécial conjoint adjoint de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD).



ONU Photo

Nicholas Haysom (Afrique du Sud) a été nommé envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud. Il était jusqu'alors Représentant spécial du Secrétaire général pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Il succède à Haile Menkerios de l'Afrique du Sud.



AfriqueRenouveau

EN LIGNE



 www.un.org/africarenewal/fr



facebook.com/afriquerenouveau



twitter.com/ONUAfrique



**Votre site d'informations et d'analyses
sur l'Afrique et les Nations Unies**

Maintenant disponible sur smartphones, tablettes et eReaders.

L'Afrique change. Afrique Renouveau aussi, avec son nouveau site internet et un engagement renouvelé à promouvoir le partenariat entre l'Afrique et les Nations Unies.

Afrique Renouveau en Ligne. C'est l'Afrique nouvelle. L'Afrique en marche.